

LE DOSSIER

Rennes et la Bretagne : un enjeu capital(e)

6 Les raisons d'une relation compliquée

ENJEUX & PARADOXES

- 9 Rennes, le Parlement et la Bretagne :
aux origines d'une ambition ambiguë
- 14 L'identité protéiforme de la capitale régionale
- 18 « Rennes doit assumer son rôle de capitale solidaire »
- 21 Pourquoi Rennes paraît si loin du Finistère
- 25 Une capitale régionale entre pouvoirs et partenariats
- 29 Ogre ou Poucet ? Une perspective nationale

SYMBOLES & DÉBATS

- 35 Quand le breton fait ses classes à Rennes
- 40 Regards sur Rennes et la Bretagne
- 44 Le Stade Rennais, phare à éclipse du football breton
- 48 Quand Rennes demande l'asile aux Pays de la Loire
- 51 Le « Rennes bashing » des Bas-Bretons

INTRODUCTION

Entre la capitale et sa région, les raisons d'une relation compliquée

Depuis quelques semaines, la Bretagne est omniprésente dans le débat public. La perspective des élections régionales les 6 et 13 décembre explique évidemment cet engouement pour le fait régional. Même si la Bretagne est l'une des rares régions françaises à ne pas avoir vu ses limites administratives modifiées par la réforme territoriale qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2016, ce statu quo apparent dissimule bien des débats, souvent vifs. Régulièrement, la question du rattachement de la Loire-Atlantique pour reconstituer une Bretagne « historique » alimente sondages et polémiques. Quant à Rennes, elle entretient une relation compliquée avec la région dont elle est la capitale administrative. Cette relation se nourrit à la fois d'une quête d'identité bretonne que justement on tend à lui dénier parfois du côté de la Bretagne occidentale, et d'un désir de rayonnement qui dépasse largement les frontières régionales. En décidant d'ausculter ce lien singulier qui unit Rennes et la Bretagne, *Place Publique* a conscience de s'attaquer à un sujet sensible. Pour au moins quatre raisons, qui justifient d'ailleurs chacune à leur manière l'intérêt de ce dossier.

1

Une histoire passionnelle

La relation entre Rennes et la Bretagne mérite d'emblée d'être appréhendée dans une perspective historique. Cette évocation, à laquelle nous convient Gauthier Aubert et David Benssoussan dans des récits détaillés et riches en rebondissements, nous apprend que Rennes a dû batailler ferme au cours des siècles pour affirmer son statut de capitale régionale, qui n'allait pas de soi, bien au contraire. Pour exister face à Nantes, siège du château des ducs de Bretagne, les élites rennaises se sont très tôt – dès le 16^e siècle – engagées dans un véritable travail d'influence (que l'on pourrait qualifier aujourd'hui de lobbying ou de marketing territorial !) pour arracher

de haute lutte au pouvoir central l'autorisation d'abriter le parlement de Bretagne. Ville de robe et d'uniforme, Rennes n'aura de cesse de renforcer son rayonnement intellectuel, aidée en cela par la présence d'une université qui attire des étudiants venus de toute la région. Mais s'il est une chose que les discours et les initiatives politiques successives ne pourront pas changer, c'est bien la situation géographique de Rennes, à l'est de la province. Vue de Brest, elle passe souvent pour une ville plus française que bretonne. Cette position excentrée nourrit bien des ressentiments et alimente à elle seule une partie du « Rennes bashing », très en vogue dans certains milieux costarmoricains et finistériens, notamment.

2

La métropole en embuscade

Rennes jouit depuis le premier janvier du statut de métropole, comme dix autres agglomérations françaises. Dont Brest, ce qui vaut à la Bretagne le particularisme d'être la seule région à disposer de deux métropoles sur son territoire ! Mais cette reconnaissance alimente aussi les critiques, avec un refrain bien connu : la métropole, forcément tentaculaire et dominatrice, aurait tendance à attirer à elle tous les talents en oubliant d'irriguer le reste de la région. Une perception hautement subjective et qui ne résiste pas à l'analyse des flux, comme le démontre l'économiste Yves Morvan. Pour autant, la critique mérite d'être entendue, car elle cristallise une partie des griefs traditionnellement nourris à l'égard des « capitales ». À cet égard, il est intéressant de comparer les relations entretenues entre les capitales et leur région. Statistiques à l'appui, le géographe Guy Baudelle montre que dans nombreuses régions françaises, la ville-préfecture pèse d'un poids relatif bien plus important que celui exercé par Rennes vis-à-vis de la Bretagne. De quoi relativiser la portée des accusations habituelles. Toutefois, comme le soulignent les universitaires brestois Daniel



Le Couédic et Lionel Prigent, de l'Institut de Géoarchitecture, le clivage entre Rennes et le reste de la Bretagne provient peut-être davantage encore d'un sentiment de supériorité, exacerbé par les difficultés économiques rencontrées par de nombreux secteurs traditionnels bretons. Comme le politologue Romain Pasquier, ils en appellent à davantage de solidarité entre Rennes et le reste de la région pour surmonter cet a priori négatif.

3

La langue au coin de la rue

À ces critiques institutionnelles et économiques, il convient d'ajouter celles, plus « culturelles » et tout aussi subjectives, selon lesquelles Rennes n'aurait rien de breton. La question très sensible

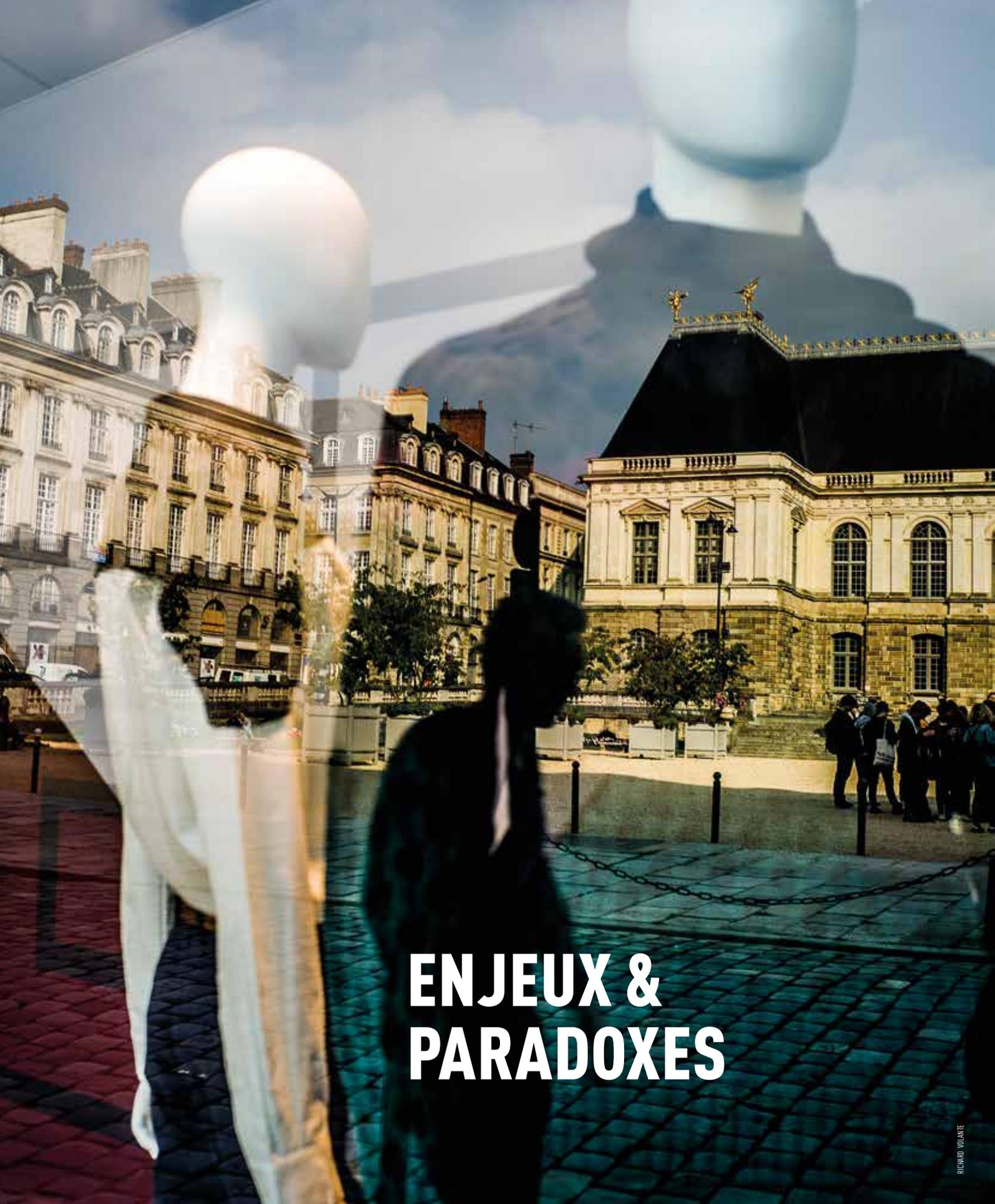
de la place de la langue bretonne dans l'espace public rennais illustre bien ce paradoxe. Car la ville compte un nombre croissant de brittophones qui, enfants, jeunes ou adultes, suivent des cours de breton. Plus de 700 élèves sont scolarisés dans les différentes filières d'enseignement présentes à Rennes, auxquels s'ajoutent plus de 200 étudiants à l'Université Rennes 2. Une vitalité linguistique qui fait de Rennes la ville de Bretagne qui abrite le plus de locuteurs bretons ! Et cela, alors même que la capitale régionale se situe au cœur du pays gallo, l'autre langue de Bretagne qui se bat, elle aussi, pour sa reconnaissance. La polémique autour de la signalétique bilingue des noms de rues traduit également la très forte sensibilité du sujet. Entre les tenants d'une traduction systématique, et ceux qui sans s'y opposer, réclament un peu de discernement, les tensions sont parfois vives. Mais dans certains lieux emblématiques de la ville, cette affirmation linguistique renforce le sentiment d'appartenance. C'est d'ailleurs tout l'enjeu de la nouvelle dénomination du Stade de la route de Lorient en Roazhon Park, comme pour tenter de redonner au Stade Rennais son statut de premier club de Bretagne qui fut le sien durant des décennies, comme le rappelle l'historien Hervé Martin.

4

L'identité en partage

Finalement, et c'est l'un des enseignements de ce dossier, Rennes et la Bretagne méritent mieux que le malentendu dans lequel certains aimeraient enfermer leur relation. À l'heure où les chantiers des grands équipements métropolitains renforcent le rayonnement de Rennes – on pense évidemment à EuroRennes, au Centre des congrès, à la Cité internationale –, il apparaît clairement que la capitale régionale a tout intérêt à revendiquer sa position de « porte d'entrée de la Bretagne ». En cultivant, au-delà des symboles les plus visibles, ce qui fait finalement l'identité de la Bretagne : un goût pour la découverte, la tolérance, l'ouverture aux autres. Et, la capitale, du coup, ne serait plus vécue comme une pesante tutelle, mais comme l'incarnation d'une promesse de culture partagée. ■

XAVIER DEBONTRIDE



ENJEUX & PARADOXES

HISTOIRE

Rennes, le Parlement et la Bretagne : aux origines d'une ambition ambiguë

RÉSUMÉ > « À Rennes, tout est “de Bretagne”! » : l'expression, maintes fois entendue, ne peut-elle puiser ses racines dans un très vieux passé ? C'est ce que propose d'explorer notre collaborateur Gauthier Aubert, qui souligne ici combien fut importante dans l'histoire de cette ville la décision d'installer sur les bords de la Vilaine le Parlement... « de Bretagne », choix qui n'avait pourtant rien d'évident.



TEXTE > **GAUTHIER AUBERT**



GAUTHIER AUBERT est historien, maître de conférences à l'Université Rennes 2 et membre du comité de rédaction de *Place Publique Rennes*.

« Où est le château des ducs ? », pouvait-on lire il y a quelques années sur une banderole tendue par des supporters des Canaris à l'occasion d'un derby. À cette question, les aficionados des Rouges et Noirs auraient pu rétorquer : « Où est le Parlement ? ». Car c'est bien l'installation définitive de cette haute Cour de justice au 16^e siècle qui a scellé le devenir de Rennes et a fait d'elle durablement « la capitale de la Bretagne ». Cet avènement, aux durables conséquences sociales et culturelles, n'avait pourtant rien d'évident, tant le combat pour le Parlement fut rude avec les Nantais.

Du couronnement au parlement

Avant l'union de la Bretagne à la France – certains préféreront parler de « réunion » –, Rennes est une ville importante du duché, et ce depuis les temps médiévaux, dotée d'une Cour de justice qui recevait des





Rennes en 1543, la plus ancienne vue de la ville, vue depuis Cleunay. À retrouver dans le livre *En passant par la Vilaine*, aux éditions Apogée.

obtenir des foires, puis à être le siège de la Chancellerie de Bretagne. C'est dans ce contexte que germent des projets d'aménagement de la Vilaine, afin d'améliorer la navigabilité du fleuve et, ce faisant, de réduire l'enclavement rennais. Un extraordinaire recueil illustré montrant la vallée de la Vilaine jusqu'à Redon est alors réalisé, dans lequel est représentée la première vue de Rennes, aux probables ambitions publicitaires. Le plus important et le plus décisif de ces combats est cependant celui de l'obtention du siège du Parlement, Cour de justice recevant des appels de toute la Bretagne, dotée d'un important pouvoir réglementaire lui permettant d'intervenir dans tous les domaines de la vie publique et d'un droit de remontrances permettant de s'opposer à la loi du roi. C'est donc la principale institution civile de la province, longtemps premier relais de l'autorité monarchique. On a parfois dit que Rennes avait triomphé de Nantes sans difficulté, la cité ligérienne ayant d'autres cordes à son arc et ne voulant pas au fond trop s'encombrer de la présence de juristes, elle dont la vocation était atlantique et marchande. Ce n'est pas ce que montrent les travaux récents des historiens (en l'occurrence Philippe Hamon et ses élèves) qui dévoilent le combat acharné que se sont livrés les deux villes, qui devaient aussi compter avec Vannes.

appels de toute la Bretagne, à l'exception... de Nantes. C'est aussi dans la cathédrale Saint-Pierre que se font couronner les ducs. Mais soyons clairs : à l'époque, la notion de capitale n'a pas la même force que celle que nous lui accordons, ne serait-ce que parce que les pouvoirs princiers sont en partie itinérants et que les administrations sont squelettiques. Toutefois, ceci ne les empêche pas d'avoir du pouvoir, et un prestige qui rejaillit sur la ville qui héberge ce pouvoir.

Avec l'intégration au royaume, le couronnement disparaît, tandis que la ville connaît des difficultés économiques. Pour échapper au spectre du déclassement, les Rennais – entendons les notables qui siègent à l'hôtel de ville – se lancent dans une politique visant à essayer de capter tout ce qui peut l'être, et impliquant de mener de véritables actions de lobbying en direction du roi et des autres villes bretonnes. Rennes cherche d'abord à

La bataille du Parlement

Au départ, quand un parlement de plein exercice est officiellement créé en 1554, il est prévu qu'il soit nantais de janvier à mars, et rennais d'août à octobre. La ville du château des ducs et celle de leur couronnement sont sinon réconciliées, du moins équitablement traitées, au détriment de Vannes.

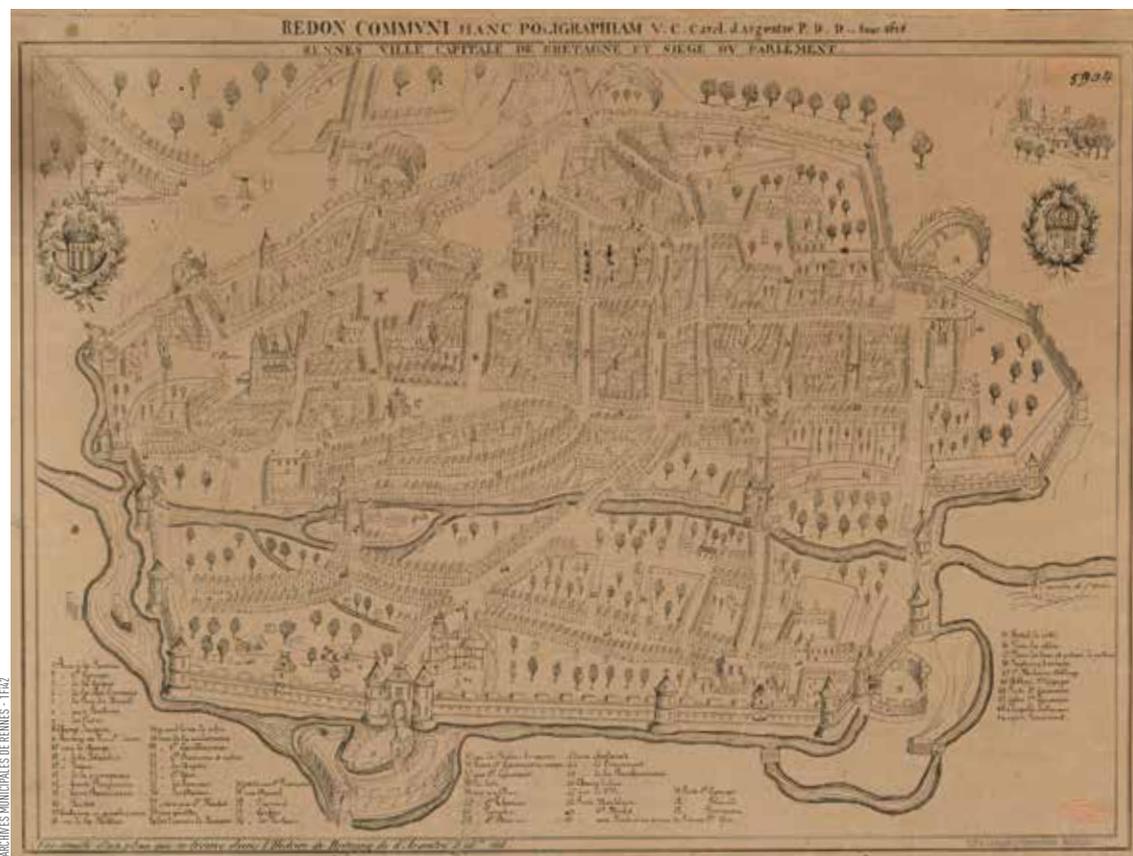
Très vite, le caractère compliqué de la double résidence est mis en avant par chacune des deux villes qui cherchent à avoir pour elle seule cette « cour souveraine ». Dans un premier temps, en 1557, c'est Nantes qui l'emporte. Mais Rennes ne désarme pas et obtient du roi qu'il lance une consultation par l'intermédiaire de l'assemblée des États de Bretagne qui, noblesse en tête, se prononce pour Rennes. Les Rennais n'ont pas ménagé leur peine, envoyant des émissaires dans 23 villes

de Basse-Bretagne pour les convaincre de choisir leur ville. Leur argumentaire met en avant l'accessibilité de Rennes, le fait qu'elle fut lieu du couronnement (comme Reims, rétorquent les Nantais...), que de longue date, son sénéchal recevait des appels de presque toute la Bretagne et que Nantes a déjà la chambre des comptes. Les Nantais quant à eux insistent aussi sur l'accessibilité de leur ville, sur ses défenses et l'avantage pour les plaideurs d'avoir sur place la chambre des comptes et ses archives. Vannes, en embuscade, tente encore sa chance, mais en 1561, le nouveau roi Charles IX entérine la décision des États et choisit Rennes.

En fait, les Nantais n'ont renoncé à rien et continuent le combat, en vain cependant, la monarchie confirmant son choix en 1580. La guerre de la Ligue (1589-1598) leur permet de maintenir l'espérance d'un retour. Le duc de Mercœur, chef de la Bretagne ligueuse, fait en effet de

Nantes sa capitale, où il rassemble une partie des magistrats du parlement. La majorité des parlementaires reste cependant loyale au roi, et donc à Rennes. À l'issue de la crise, Henri IV récompense sa bonne ville de Rennes en y confirmant la présence du parlement. Mais Nantes garde la chambre des comptes qu'elle abrite depuis 1491. Le geste dit bien la volonté de pacifier le royaume sous le panache blanc, à une époque où la chambre en question garde un certain lustre et une réelle autorité.

Cependant, en 1616, le magistrat rennais Charles d'Argentré, peut, sur le premier plan connu de Rennes, affirmer que la cité dont il fait tirer le portrait est « capitale de la Bretagne et siège du parlement ». La séparation des deux termes, qui étonne, peut être comprise en soulignant que si Nantes a désormais admis sa défaite dans la bataille du parlement, elle continue la lutte à l'assemblée des États, où elle conteste la prééminence revendiquée par Rennes.



Plan d'Argentré (1616), ou l'affirmation de la victoire quasi acquise sur Nantes.





L'ancien hôtel d'artillerie, auparavant siège de la Commission intermédiaire des États de Bretagne à partir de 1732.

Mais le rang de celle-ci est surtout contesté en 1675, avec les suites des révoltes du Papier timbré, même si dans l'esprit de chacun, le transfert punitif de la haute-cour à Vannes est à durée déterminée.

Deux places royales

Dans l'histoire de l'affirmation rennaise, les années 1688-90 sont au moins aussi importantes que les années 1561-1580. En 1690, en effet, le Parlement est autorisé à revenir à Rennes. Or, celle-ci devient alors d'autant plus capitale de la Bretagne qu'il est décidé d'installer là deux nouveaux venus : l'intendant – qui sera le grand rival du parlement – et le commandant en chef, qui a autorité sur les troupes en ces temps où la rivalité croissante avec l'Angleterre fait de la Bretagne une province frontalière. La monarchie fait à l'évidence le choix de renforcer la fonction administrative de Rennes. Non sans lien, celle-ci se pare des beaux habits de la capitalité lors de la reconstruction consécutive à l'incendie de 1720. En 1726, est inaugurée devant le Parlement une place royale, marquée par la présence d'une statue équestre de Louis XIV, prévue initialement pour... Nantes.

Quelques années plus tard, une deuxième place royale est aménagée, avec une statue pédestre de Louis XV installée dans la niche de l'hôtel de ville. Rennes, ville de pouvoir par excellence, est donc l'une des rares villes de province à avoir deux places royales.

Les années 1730 forment un nouveau palier. L'assemblée des États de Bretagne, longtemps itinérante, tend alors à se fixer à Rennes, où siège de surcroît désormais la commission intermédiaire, chargée du suivi des dossiers entre les sessions. La logique de la concentration des pouvoirs semble à nouveau prévaloir. À peu près au même moment, la faculté de droit est transférée depuis Nantes pour rapprocher les apprentis juristes du Parlement. Cette décision renforce la fonction intellectuelle et le rayonnement de Rennes, déjà notable du fait de l'important collège des Jésuites, qui attire à lui des jeunes gens de toute la Bretagne.

Mais tout cela a un prix. Celui d'être un lieu d'affrontement majeur d'abord : la crise du Papier timbré (1675), l'affaire de Bretagne (1764-1774), la Prérévolution (1788-1789) pèsent sur la ville, ses rythmes, ses populations, et ne sont que les parties émergées d'un iceberg de tensions.

Dans un autre registre, l'attractivité de la ville sur les élites régionales joue à deux niveaux. D'un côté, les fortunes foncières des riches familles de la noblesse parlementaire, assises sur des terres dispersées dans toute la Bretagne, s'investissent en partie ici, pour le plus grand bonheur de toute une population de commerçants, d'artisans et d'artistes. Les hôtels particuliers sont là pour en témoigner plusieurs siècles après. Mais en même temps, cette aristocratie parlementaire ne fait pas de Rennes son lieu exclusif et massif d'investissement. Ainsi par exemple, lors de la reconstruction post-incendie, on n'observe pas de mainmise sur le foncier à rebâtir. Et, à la différence d'autres villes parlementaires, Rennes n'eut jamais de maire issu des rangs de la haute magistrature.

Fort ancrage rural

Car en réalité, cette aristocratie venue de toute la Bretagne – et parfois du Maine et de l'Anjou – garde un fort ancrage rural. Elle aime ses châteaux, ses domaines et la chasse. Bref, elle se pense comme une élite de gentilshommes-magistrats, mi-rurale, mi-urbaine. Cette réalité est d'autant plus forte à Rennes où le parlement n'offre guère de moyens aux bourgeois de s'anoblir. À Rouen, Aix ou Bordeaux, le parlement local est le sas par excellence entre la bourgeoisie urbaine et la noblesse provinciale : entre les deux, les magistrats anoblis restent des patriciens ayant à cœur de s'illustrer dans leur ville qui est aussi celle de leurs ancêtres. Tel n'est pas le cas à Rennes, où la bourgeoisie ne « monte » pas au Parlement et reste à sa porte. Le monde des magistrats bretons est celui des descendants des du Guesclin et autres combattants des Trente. D'où un certain ruralotropisme, car ces messieurs savent rester fidèles aux terres de leurs aïeux. Cette réalité persistera au 19^e siècle : décrivant cette époque, François Loyer et Hélène Guénée écriront que la noblesse qui vient prendre ses quartiers d'hiver boulevard de Sévigné, « prend la ville pour lieu de séjour et s'y comporte un peu comme les baigneurs des villes d'eau : en étranger et en occupant ». Tel était déjà le cas au temps du Parlement.

De fait, cette noblesse domine, contrôle, surveille, punit mais sans plus. Elle n'a pas l'esprit de beffroi. Et derrière elle, la petite robe bourgeoise, ancrée dans la ruralité proche, affecte par mimétisme un comportement comparable. Avec des conséquences notables. Car comment expliquer autrement que la ville ait dû attendre le milieu du 19^e siècle pour que ses élites éditent

une histoire de Rennes ? Exception remarquable. Comment expliquer que, au siècle des Lumières, Rennes soit une des seules grandes villes de France à ne pas avoir eu son académie ? Et de manière plus anecdotique, comment comprendre que Rennes ait laissé partir pour Paris la magnifique patère antique en or découverte rue des Dames ?

On dira que la cause est à chercher dans un désintéret pour la vie culturelle et l'activité intellectuelle. L'argument ne tient pas car les robins sont gens du livre. Comment expliquer d'ailleurs qu'il se soit trouvé des Rennais, de d'Argentré à Robien, pour écrire l'histoire de Bretagne, et que pas un n'ait écrit une histoire de Rennes ? De même, s'il est vrai qu'il n'y eut pas d'académie de Rennes, il est vrai aussi que la ville a vu naître une ambitieuse Société d'agriculture, de commerce et des arts de Bretagne, la première du genre en France. Or, celle-ci avait une forte dimension régionale, avec des correspondants dans toute la Bretagne, là où ailleurs il s'agissait d'institutions centrées sur les capitales provinciales.

Ville bretonne et française

On l'aura compris : du Parlement aux questions agricoles en passant par la façon d'envisager leur passé, les élites rennaises se pensaient bien plus comme bretonnes que comme rennaises. Dès cette époque, Rennes ne semble avoir eu d'autre identité que d'être capitale – de la Bretagne, s'entend. Sans doute a-t-elle d'autant plus pu occuper l'espace que Nantes, à la fois plus centrée sur elle-même (il y a là-bas de longue date un fort esprit de beffroi) et de plus en plus ouverte sur le monde, finit par renoncer à lui disputer ce titre.

La victoire n'était ceci dit pas sans porter en elle une ambiguïté aux effets durables : car cette capitale de la Bretagne, avec ses deux places royales, ses immeubles « à la française », les décors « versaillais » de son parlement paré autant d'hermines que de lys, son intendant et son commandant en chef, était aussi en même temps une ville relais de l'autorité royale, les deux réalités achevant de comprendre le fond de sa personnalité. Aimant à s'afficher comme la première des villes bretonnes, Rennes ne pouvait faire oublier aux Bretons qu'elle était, sur le chemin qui va vers le soleil levant, la première des villes françaises, sorte de pendant oriental de Brest, les deux villes incarnant dans des genres différents mais dans des domaines pareillement régaliens – l'armée et la justice – l'intégration du vieux duché au royaume. ■

HISTOIRE CONTEMPORAINE

L'identité protéiforme de la capitale régionale

RÉSUMÉ > *Sensiblement atténué quoique nullement négligeable au 19^e siècle, l'enjeu de « Rennes, capitale régionale » s'est affirmé de manière croissante dans la première moitié du 20^e siècle, culminant avec le régime de Vichy qui fixe administrativement et politiquement la configuration bretonne tout en renforçant la primauté rennaise. Apparemment figée, la situation s'est cependant sensiblement modifiée avec le processus de décentralisation, initié en 1982. Cette nouvelle configuration institutionnelle a fait du récent redécoupage des circonscriptions régionales un enjeu politique majeur reposant une nouvelle fois, avec force, le rapport de Rennes à la Bretagne.*



TEXTE > **DAVID BENSSOUSSAN**



DAVID BENSSOUSSAN est historien, professeur de classes préparatoires au Lycée Chateaubriand à Rennes. Il fait partie du comité de rédaction de *Place Publique Rennes*.

Capitale déchue, Rennes n'est plus au sortir de la Révolution française et de l'Empire qu'un chef-lieu de département et c'est peu dire que la cité et ses édiles se sont sentis, en conséquence, tout au long du 19^e siècle, menacés par un déclin irrévocable. Réaffirmer la prééminence rennaise sur la Bretagne a ainsi été une dimension récurrente des politiques municipales dans une opposition toujours sous-jacente à Nantes. La prépondérance économique de cette dernière étant difficilement contestable, c'est en termes de prestige que l'enjeu est posé. C'est donc sur sa primatie intellectuelle et notamment universitaire que les édiles rennais vont s'appuyer, cherchant avec obstination à la renforcer afin de reconquérir sa réputation de capitale bretonne. Le consensus des élites rennaises est sur ce point quasi-général même s'il ne produit pas toujours des effets immédiats. C'est surtout à la fin du siècle, dans le contexte d'une République



D.R.

historiques de 1911, organisées par la municipalité Janvier, sont symptomatiques de ces ambiguïtés identitaires. Commémorant le 420e anniversaire de l'Union de la Bretagne à la France, elles sont marquées par l'inauguration du monument statuaire de Jean Boucher, installé dans la niche de l'Hôtel de ville, et par l'inauguration du nouveau bâtiment des facultés. En liant « l'université, la ville et la province¹ », ces fêtes consacrent Rennes comme ville capitale et centre intellectuel tout en célébrant l'union à la France.

Rivalité avec Nantes

La Grande Guerre modifie sensiblement la donne, réactivant l'enjeu de la fonction de capitale dans le cadre des découpages régionaux qui s'élaborent alors. Parallèlement, elle donne aux considérations économiques une importance accrue, relativisant les héritages de l'histoire jugés souvent passésistes. La constitution des régions économiques, en avril 1919, fruit de réflexions menées pendant la guerre, souligne ces évolutions. Rennes devient le centre d'une VIe région économiquement

attachée à développer l'enseignement supérieur, que les efforts précédents sont consacrés. Si l'État joue un rôle important dans ce processus, les sacrifices financiers de la ville sont également déterminants. Aussi, lorsque la loi de 1896 restaure le titre d'Université, Rennes peut s'en parer avec éclat et son leadership régional en matière d'enseignement supérieur est indéniable. Longtemps établi sur la place reconnue de sa faculté de Droit et de son École de Médecine, il s'appuie, à la veille de la Grande Guerre, sur une multiplicité d'institutions à l'exemple des Écoles régionales des Beaux-Arts et d'Architecture. Rennes peut alors se représenter en capitale intellectuelle de la Bretagne telle que la donne à voir la fresque du grand escalier de l'Hôtel de ville réalisée en 1913.

Dans cette volonté de reconquête d'une primauté régionale, il est frappant de voir que la cité a su jouer au gré des contextes et des enjeux sur une identité fluctuant, en fonction de ses intérêts, entre son statut de ville bretonne et celui de ville française. C'est que désireux de réaffirmer la primauté de la ville sur la région et donc de donner des gages de sa bretonnité, les édiles rennais savent aussi combien les décisions du pouvoir central sont décisives pour asseoir son prestige. Les grandes fêtes



MUSÉE DE BRETAGNE

Ci-contre, à gauche, fête commémorative en octobre 1911, célébrant la Duchesse Anne de Bretagne.

¹ Cf. Pascal Burguin, *Une ville et ses élites au XIXe siècle : Rennes (1815-1914)*, thèse d'histoire, Rennes 2, 2003.

Le monument statuaire de Jean Boucher, installé dans la niche de l'Hôtel de ville et inauguré le 29 octobre 1911, symbolisant l'union de la Bretagne à la France en 1491.



restreinte, regroupant l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord et le Finistère, tandis que le département du Morbihan est rattaché à la Ve région, axée sur Nantes. La rivalité entre les deux villes est patente et Rennes n'est pas la mieux armée. En témoigne la réforme de 1922 qui retire à la VIe région économique la partie sud du Finistère, autour de la Chambre de commerce de Quimper, rattachée à la Ve région. Tout l'entre-deux-guerres est marqué par cette rivalité qui se joue essentiellement autour des équipes municipales et des Chambres de commerce. Si Rennes peut compter sur l'engagement des milieux régionalistes bretons, aux conceptions traditionalistes, qui voient en elle la capitale naturelle et historique de la Bretagne, ses édiles sont bien conscients qu'ils ne peuvent en rester à cette argumentation. À l'instigation de Lucien Bahun-Rault, président de la Chambre de commerce de la ville, ils œuvrent à faire exister en pratique et sur le plan symbolique la Bretagne comme une réalité économique croissante afin de conforter le cadre territorial où la primauté rennaise semble aller de soi. Ainsi sont créés la Fédération des syndicats d'initiative de Bretagne et un Comité régional de propagande touristique.

Reconstitution des provinces

Désormais intimement associée à la question du découpage régional, la place de Rennes en Bretagne devient un enjeu majeur dans le cadre du régime de Vichy lorsque le maréchal Pétain envisage la reconstitution des provinces conformément aux principes réactionnaires de la Révolution Nationale. La perspective de la reconstitution d'une province bretonne pose en effet au premier plan celle de sa future capitale, réactivant fortement la rivalité avec Nantes. Face à cette dernière qui valorise sa dimension économique pour revendiquer la tête d'une province élargie à son hinterland, les partisans de Rennes, autour de la municipalité, de la Chambre de commerce et des journaux comme *L'Ouest-Éclair*, entendent replacer les aspirations de la cité dans le cadre d'un régionalisme traditionnel a priori plus en phase avec les convictions régionalistes du régime. C'est du reste le cas, comme l'attestent les assurances que donnent le maréchal Pétain au maire de Rennes, François Chateau, à la fin du mois de juin 1941. Mais le décret gouvernemental du 30 juin qui délimite les préfectures régionales relativise ce succès. Alors que la reconstitution des provinces n'aura finalement jamais lieu, il fixe le cadre

géographique de la préfecture régionale de Bretagne en la réduisant à quatre départements. Si la primauté rennaise apparaît renforcée au détriment de Nantes, elle s'inscrit néanmoins dans un espace régional restreint. Les polémiques passionnées ayant marqué ces débats confirment, en tout cas, le rôle des bricolages identitaires qui s'effectuent autour d'une instrumentalisation de l'histoire dans le cadre d'une utilisation concurrentielle du passé appelée d'ailleurs à se pérenniser.

Prédominance intellectuelle

La Libération n'a nullement remis en cause ce découpage et force est de constater qu'en ce qui concerne la Bretagne, c'est bien le cadre géographique de l'ancienne préfecture régionale de Vichy qui est repris lors de la définition en 1956 des « régions de programme ». Pour autant, le discrédit du mouvement breton consécutivement à son attitude durant l'Occupation ne pousse guère à relancer le débat tandis que la dynamique des Trente Glorieuses impulse d'autres préoccupations. La primatie rennaise en Bretagne se construit toujours sur sa prédominance intellectuelle à laquelle le maire Henri Fréville est attaché tout comme une grande partie des élites rennaises. Néanmoins, la constitution de l'Université de Brest, en 1969, pointe une concurrence qui met à mal l'identité entre la ville et la région autour de son université et semble restreindre l'influence de Rennes dans les zones bretonnantes de la région qui ont parfois regardé avec circonspection son double statut de ville française et de ville bretonne.

Le renouvellement des enjeux s'effectue, pour l'essentiel, avec les lois Defferre de 1982 sur la décentralisation qui dessinent une nouvelle configuration donnant à la fonction de capitale régionale une dimension institutionnelle et politique bien plus forte. Siège de l'assemblée régionale, Rennes semble consacrée dans ce statut. Pour autant, l'élection au suffrage universel du Conseil régional oblige les édiles rennais à prendre en compte l'opinion publique de la région et à projeter une image de la cité qui légitime ce statut. Capitale de la Bretagne, Rennes se doit donc à nouveau de donner des gages de sa bretonnité.

À la tête de la municipalité depuis 1977, les socialistes tardent pourtant à réactiver l'identité bretonne de la ville, il est vrai jamais facile à mettre en scène du fait de sa position géographique excentrée et de sa large extériorité



La manifestation des pêcheurs bretons en février 1994 à Rennes, Gwenn-ha-Du et drapeau bigouden en tête. La journée s'achèvera par l'incendie du Parlement de Breatgne.

à une identité qui continue de se définir, de manière restrictive, autour de la langue bretonne et des expressions culturelles qui l'accompagnent. Les évolutions décisives se produisent à partir des années 1990 sous l'effet de la pression politique, parfois vindicative, des milieux régionalistes, dont certains acteurs se pensent comme les « éveilleurs » d'une « nation bretonne » endormie, et d'un « revival » culturel indéniable porteur de dynamiques économiques que les édiles et les acteurs de la cité cherchent à valoriser.

Identité bretonne

L'incendie dramatique du Parlement de Bretagne, en 1994, vient donner une forte impulsion à cette réaffirmation de l'identité bretonne de la ville. L'intense émotion qui l'accompagne resserre les liens de la population rennaise et de ses édiles avec le monument patrimonial le plus emblématique de son identité urbaine tandis que la solidarité qui se développe dans toute la région permet d'afficher les liens de Rennes et de la Bretagne. C'est, du reste, significativement, peu de temps après, en 1996, que la municipalité crée, à l'instigation d'Edmond Hervé, un Comité consultatif à l'identité bretonne. Rennes (Roazhon) se redécouvre alors une identité bretonne depuis longtemps assoupie. Les panneaux bilingues de signalisation se multiplient dans une ville qui n'a jamais véritablement parlé breton même si le nombre de locuteurs n'a cessé de s'accroître, tout en restant très modeste, sous l'effet de la multiplication de l'offre scolaire en langue bretonne à laquelle la municipalité apporte son soutien.

Cet engagement est d'autant plus prononcé qu'il s'insère aussi dans un cadre institutionnel régional qui n'est pas sans l'influencer. Nombre d'institutions culturelles rennaises affichent ainsi, le plus souvent dans leur dénomination, leur référence à la Bretagne. Par ailleurs, l'élection de Jean-Yves Le Drian à la tête de la région, en 2004, tisse un cadre d'action et de réflexion sur la question de l'identité bretonne qui s'impose peu ou prou aux acteurs socialistes de la cité. Ce mouvement profond, relayé et amplifié par la presse locale, n'est pas sans porter ses fruits dans l'opinion comme l'atteste la toute récente dénomination du stade de football de la route de Lorient, désormais appelé Roazhon Park à l'issue d'une consultation d'internautes.

Cette dynamique ne doit cependant pas masquer d'autres réalités et, comme par le passé, Rennes et ses édiles savent jouer sur les ressorts d'une identité protéiforme. La récente redéfinition des circonscriptions régionales par le gouvernement Valls l'a montré dans le cadre des questionnements et des polémiques particulièrement intenses qui l'ont accompagnée. Si le débat a semblé réactiver les querelles du passé entre les partisans d'une « Bretagne historique », posant en principe la dimension essentialiste de la Bretagne d'Ancien Régime, et les partisans d'une circonscription régionale élargie au nom des réalités économiques, il a néanmoins montré de sensibles inflexions. En affirmant son engagement en faveur de cette seconde solution, dans le cadre d'une circonscription réunissant la Bretagne et les Pays de la Loire, la nouvelle maire de Rennes, Nathalie Appéré, a témoigné d'une approche singulière au regard des positions défendues traditionnellement par les édiles rennais dans ce débat. La volonté de dépasser la vieille rivalité avec Nantes est patente, mettant en évidence les liens établis entre les deux villes à l'initiative de Daniel Delaveau, son prédécesseur, et de Jean-Marc Ayrault. Par la voix de sa maire, Rennes affiche une nouvelle fois sa capacité à jouer sur des statuts différents. Ville bretonne, bien plus qu'elle ne l'a jamais été au cours de la période contemporaine, Rennes entend aussi se présenter, à l'instigation de bon nombre de ses acteurs économiques et politiques, comme une métropole de l'Ouest, attentive à s'inscrire dans un cadre territorial qui lui semble correspondre aux défis actuels qui structurent l'espace européen. En ce sens, les édiles rennais font une nouvelle fois la preuve d'un attachement privilégié et prépondérant à la défense des intérêts de la cité. ■

ROMAIN PASQUIER, POLITOLOGUE

« Rennes doit assumer son rôle de capitale solidaire »

RÉSUMÉ > *Le politologue Romain Pasquier, directeur de recherche (CNRS/CRAPE-UMR 6 051) et titulaire de la nouvelle chaire « Territoires et mutations de l'action publique » de Sciences Po Rennes, évoque ici la relation « paradoxale » entre Rennes et la Bretagne. Il défend l'idée d'une capitale régionale davantage solidaire avec les territoires périphériques, et souligne que Rennes a tout à gagner à revendiquer son identité bretonne, notamment pour rayonner à l'international.*



PROPOS RECUEILLIS PAR > **XAVIER DEBONTRIDE**

PLACE PUBLIQUE : Le fait d'avoir deux métropoles au sein d'une même région administrative complique-t-il le jeu pour les élections régionales ?

ROMAIN PASQUIER : La métropolisation est une énième étape dans la vieille rivalité est-ouest en Bretagne. On observe effectivement une double polarité : géographique, démographique, avec, de ce point de vue, un déséquilibre assez récent au profit de la Bretagne orientale, dans la sphère d'influence rennaise. Mais on peut aussi parler d'un déséquilibre culturel, le cœur de l'identité bretonne, notamment sa langue, se situant, à l'inverse, du côté occidental. Ce phénomène, sans être nouveau, a tendance à s'amplifier. De ce point de vue, il est sans doute préférable que Brest ait pu accéder au statut de métropole, et pas seulement Rennes.

Au départ, pourtant, l'accession de Brest à ce statut métropolitain ne paraissait pas gagnée.

C'est vrai, et ce fut réalisé en partie avec l'aide des élus rennais. La députée-maire (PS) de Rennes, Nathalie Appéré, a été à la manœuvre avec son collègue du Finistère



RICHARD VOLANTE

Jean-Jacques Urvoas pour que Brest obtienne ce statut. Les Bretons ont joué collectif. Et le fait d'avoir deux métropoles est plutôt une bonne chose pour la région : pour marcher droit, il vaut mieux avancer sur deux jambes, même si elles ne sont pas musclées de la même manière ! Cela permet d'avoir des outils de développement pour le pays de Brest qui sont comparables à ceux de la métropole rennaise. Ce qui pose plutôt problème, selon moi, c'est davantage la situation des territoires qui ne sont pas des métropoles. La question de la solidarité entre les territoires hors métropole complique la situation en vue

des élections régionales : quelle est leur place, comment crée-t-on la gouvernance bretonne de demain, au-delà d'un dialogue entre deux métropoles, mais aussi avec le réseau des villes moyennes, très important dans la région ?

Quel regard portez-vous sur la relation entre Rennes et la Bretagne ?

Rennes a un rapport un peu paradoxal avec son identité bretonne. Elle incarne son statut de capitale régionale, et en même temps, un certain nombre de décideurs locaux ont plutôt plaidé pour un Grand Ouest lors de la réforme territoriale. C'est un peu schizophrénique ! Soit on est une capitale d'une région forte et fière de l'être, soit on essaie d'inventer quelque chose d'autre, en acceptant alors le risque de ne plus être capitale. Dans un plus grand ensemble, il y a peut-être plus grand que soi, ce qui rappellerait à Rennes qu'elle n'est sans doute qu'une « petite » grande ville. Il y a là plusieurs enjeux emboîtés. Le poids démographique et économique rennais s'accroît. Mais est-ce le cas du poids politique rennais ? Je n'en suis pas sûr.

Quels sont les indicateurs qui permettraient de mesurer cette évolution du poids politique ?

Il y a par exemple l'incapacité rennaise de donner un président à la Bretagne. À part Yvon Bourges, qui était élu de Dinard, et qui défendait plutôt une vision jacobine, tous les autres sont venus du Centre-Bretagne ou du Morbihan. Pierre Méhaignerie, en son temps, élu de Vitré, avait songé à se présenter, puis y avait renoncé. Toutefois, cette situation ne signifie pas que Rennes n'a pas d'influence. On ne peut pas faire sans Rennes : toutes les institutions régionales y sont présentes, les bras armés de l'État en région également. Mais d'une certaine manière, je pense aussi que c'est une bonne chose que l'hégémonie ne soit pas complète.

Vous parliez à l'instant d'un rapport paradoxal entre Rennes et la Bretagne. Dans quels domaines, précisément ?

Ce qui me frappe, c'est que Rennes est très peu connue à l'étranger, contrairement à la Bretagne, et même Saint-Malo et Brest, qui sont des ports ouverts sur le monde. On confond souvent Rennes et Reims ! La métropole rayonne moins par son nom ou par son attractivité naturelle que par la qualité de sa recherche, le dynamisme de certains de ses entrepreneurs. Mais ces derniers s'inscrivent souvent dans des réseaux plus larges, souvent d'ailleurs bretons, qui

choisissent Rennes comme tête de pont. Louis Le Duff, le fondateur de la Brioche dorée, en est un bon exemple. C'est un Léonard qui a choisi d'installer son siège social à Rennes. Il faut être conscient que Rennes rayonne grâce à un maillage territorial qui dépasse les frontières de la région administrative et s'étend vers la Loire-Atlantique, la Mayenne... mais qui n'incarne pas forcément le Grand Ouest. Nantes est plus connue que Rennes, qu'on le veuille ou non. Ce paradoxe mériterait d'être approfondi. On ne peut pas à la fois vouloir être une capitale qui rayonne en ayant ce rapport un peu compliqué à la région, et en même temps vouloir parier sur le Grand Ouest où l'on retrouve des concurrents plus puissants.

Ce lien à la région se traduit tout de même par l'emprunt de symboles bretons forts dans les discours rennais...

Bien sûr. Mais on sent bien que Rennes a la volonté de rayonner au-delà. L'enjeu, c'est d'être connu à l'international. Or selon moi, le passeport de l'attractivité et de la reconnaissance internationale passera nécessairement par la Bretagne, à travers sa diaspora, son histoire, ses réseaux... Rennes doit donc assumer son rôle de capitale

« Rennes a besoin du drapeau breton pour rayonner, notamment à l'international. »

de la Bretagne, pas d'un ensemble plus flou qui ne renforcerait pas sa visibilité. Ce n'est pas parce qu'elle serait capitale du Grand Ouest que Rennes serait plus connue à l'international. À cet égard, on peut donc considérer que Rennes a besoin du drapeau breton pour rayonner ! Plus la mondialisation va s'accroître, et plus le Gwenn ha du lui sera utile. Rennes va être une porte d'entrée de plus en plus importante. Elle doit assumer tous les symboles d'une capitale régionale, au sens d'Édimbourg ou de Milan, par exemple.

À quels symboles pensez-vous, précisément ?

Les symboles politiques : que l'ensemble des élus rennais jouent pour un renforcement de la capacité politique de cette région. Il y a un risque, aujourd'hui, que métropole



et région rentrent en concurrence sur le terrain du développement économique. Il faut encourager une réelle coopération entre la métropole et la région, afin que la Bretagne ait une métropole puissante et agile, et que Rennes puisse s'appuyer sur un territoire reconnu.

En matière économique, il y a aussi des symboles à assumer ?

Oui, avec l'affirmation que le patronat rennais est pleinement breton. Il y a dans ce domaine un vrai risque que Rennes se coupe de la Bretagne si elle ne comprend pas les problématiques des autres acteurs régionaux, notamment dans la Bretagne occidentale ou les milieux ruraux. On l'a bien vu sur le dossier de l'écotaxe, par exemple, sur des enjeux de développement et d'aménagement du territoire. Brest expérimente actuellement un contrat de réciprocité entre Brest Métropole et le Centre ouest Bretagne. Rennes, de par son dynamisme, aide beaucoup les territoires périphériques. Mais elle doit aller plus loin pour montrer sa solidarité, à travers ce type de contrat, par exemple. Il y a encore beaucoup à faire. Rennes Métropole a franchi un cap important en accédant à ce statut métropolitain. Brest, qui était une communauté urbaine, était déjà très intégrée et l'évolution est sans doute pour elle moins importante. Il faut donc se saisir de ce moment très particulier pour ancrer cette logique métropolitaine dans une logique coopérative avec les territoires qui entourent l'agglomération, mais aussi de montrer que Rennes joue un rôle de locomotive régionale, au sens positif du terme. Il y aura toujours des grincheux pour dire que « tout va à Rennes », mais c'est faux ! Il ne faut être ni ruraliste, ni métropolitain au sens hégémonique du terme. Rennes doit donc assumer son rôle de capitale solidaire, dans une logique de réciprocité.

Dans quels domaines cette solidarité pourrait-elle se traduire ?

Dans l'énergie, l'eau, les circuits courts... Qui nourrit Rennes, qui vient travailler à Rennes, etc. ? Il y a quelque chose à imaginer qui ferait de Rennes une métropole innovante et solidaire, tournée aussi bien vers le nord de l'Europe que vers le Centre-Bretagne.

Pourtant, plus on s'éloigne vers l'ouest, et plus on a le sentiment que l'image de Rennes est dégradée. Comment l'expliquez-vous ?

La position géographique orientale, aux marches de la région, ne suffit pas à l'expliquer, bien sûr. Prenez Édimbourg en Écosse, qui n'est pas non plus au centre

de son territoire, sans que cela pose le moindre problème. Il y a d'autres exemples comparables en Europe. On en revient à la question de l'innovation et de la solidarité avec l'ensemble de la Bretagne. Le conseil régional, de ce point de vue, a joué un rôle de médiateur entre la métropole et le reste de la Bretagne. La région est sans doute le bon espace pour inventer cette coopération. Par ailleurs, on voit des intercommunalités intermédiaires qui se renforcent, par la pression du législateur. Rennes va pouvoir dialoguer avec des intercommunalités élargies. Je crois beaucoup à la région comme contre-pouvoir à la métropolisation, pour soutenir les territoires intermédiaires dans leur dialogue parfois compliqué avec les métropoles. C'est un peu le modèle allemand.

Quel sera l'impact de la mise en service des grands équipements rennais à l'horizon 2020 sur la place de la métropole en Bretagne ?

Se rapprocher davantage encore de Paris grâce à la LGV, c'est très bien. Mais attention à ne pas se retrouver dans la situation de Rouen, devenue presque une banlieue métropolitaine de Paris. Ces échéances sont importantes pour Rennes, qui verra ainsi son rayonnement renforcé. Mais elle doit le mettre au service de la Bretagne ! C'est également ainsi que le projet LGV a été conçu. Il faut que les élus rennais soient solidaires des efforts que la région va faire en matière de liaisons TER, pour que Rennes soit le véritable hub ferroviaire breton, et la tête de pont d'une région à forte identité.

Faut-il alors jouer également la carte identitaire, en rebaptisant les noms de rue en breton, comme on le voit actuellement ?

Il existe une réelle diversité culturelle bretonne. Imposer une normalisation linguistique sur les territoires qui n'ont jamais parlé breton me paraît un peu gadget. Je préférerais une métropole fière d'être la capitale de la Bretagne, et jouant à 100 % la carte régionale et en assumant pleinement les fonctions qui en découlent.

Quelles initiatives concrètes pourrait-on encourager ?

On pourrait imaginer que Rennes défende une candidature à un grand label international, comme celui de capitale européenne de la culture, par exemple, ce qu'elle n'a jamais réussi à obtenir jusqu'à présent en y allant seule. Elle pourrait tenter une candidature polycentrique, innovante, en jouant la carte de l'accès à la Bretagne dans sa globalité. ■

VU DE BREST

Pourquoi Rennes paraît si loin du Finistère

RÉSUMÉ > *Les relations entre la capitale administrative et la pointe occidentale bretonne apparaissent souvent compliquées. Un clivage qui s'explique à la fois par la géographie, l'histoire et l'économie, soulignent Daniel Le Couédic et Lionel Prigent, universitaires spécialistes de l'aménagement du territoire au sein de l'Institut de Géoarchitecture à Brest. Ils insistent notamment sur la nécessité d'être attentif aux solidarités, particulièrement dans une période d'incertitudes économiques.*



TEXTE > DANIEL LE COUÉDIC et LIONEL PRIGENT

Avec régularité, les liens de la Bretagne avec Rennes font l'objet de controverses. La capitale régionale est accusée d'exercer un pouvoir qui serait hégémonique, servant en premier ses intérêts et abandonnant le reste du territoire dans des difficultés économiques et sociales croissantes. Les contempteurs sont nombreux et divers : militants, entrepreneurs, mais parfois aussi élus et universitaires. En 2011, Daniel Delaveau, maire de Rennes (2008-2014), était interpellé par Jean Ollivro, géographe, et Daniel Cueff, maire de Langouët et conseiller régional. Ces derniers craignaient « l'excessive concentration des crédits publics dans les grandes métropoles » destinée à soutenir en priorité « (...) de grands ensembles administrés sous forme de métropoles, de pôles métropolitains centralisés ou de communautés urbaines ». Le maire de Rennes avait mobilisé ses collègues des autres agglomérations bretonnes pour démontrer leur solidarité. Quand elle lui a succédé en 2014, Nathalie Appéré a exprimé la même aspiration (*Le Télégramme*, 18 mai 2014) :

« Notre région a besoin d'une capitale forte, dotée d'une capacité d'entraînement, et capable de l'aider à surmonter les difficultés temporaires qu'elle traverse. Je suis en effet convaincue que les projets d'envergure lancés à Rennes, au premier rang desquels la Ligne à grande vitesse, qui va considérablement rapprocher notre région de Paris, sont déterminants pour l'avenir de la Bretagne. Ce qui est bon pour Rennes est bon pour la Bretagne, car Rennes est et restera solidaire de sa région. »

Cette déclaration, après le soutien apporté à la demande de Brest d'accéder au statut de métropole, venait tenter de rassurer les acteurs politiques et économiques. Mais si le propos se veut ferme, répond-il vraiment aux inquiétudes ? Pour nombre de commentateurs, c'est encore l'autorité de Rennes qui est rappelée. Or, l'argument est un peu court, en laissant penser que la critique adressée à Rennes était le lot partagé de toutes les capitales. Bien sûr, Paris se voit tout aussi régulièrement accusée d'hégémonie dans un pays, il est vrai, qui a gardé une culture de la centralisation. Plus près de nous, Brest, cet automne, a été contestée dans sa qualité de métropole par le maire de Quimper, qui ironisait sur « la volonté du prince » et les conséquences néfastes pour le développement de sa ville. Si les discours contre les villes capitales sont donc récurrents, il semble que le cas de Rennes soit distinct. Il y a sans doute un contexte géographique, une histoire et une conjoncture économique qu'il conviendrait de rappeler pour éclairer le débat.

Un contexte géographique particulier

D'abord les faits... Pour les visiteurs qui doivent traverser la Bretagne en train ou en automobile, le constat est immédiat et se confirme à l'observation d'une carte routière : le territoire breton est long, formé d'une péninsule lancée vers l'ouest jusqu'au Ponant. Rennes, sa capitale,

DANIEL LE COUÉDIC est professeur à l'Institut de Géoarchitecture (qu'il a dirigé pendant 32 ans) et LIONEL PRIGENT en est l'actuel directeur adjoint. L'Institut de Géoarchitecture, qui fait partie de l'Université de Bretagne Occidentale de Brest, dispense une formation professionnelle dans les domaines de l'environnement, de l'urbanisme et de l'aménagement.





n'en constitue pas le centre de gravité géographique, mais bien au contraire, disposée entre le littoral de la Manche au nord (vers Saint-Malo) et le golfe du Morbihan au sud (vers Redon), elle en dessine la frontière à l'est. Ce contexte géographique s'accompagne d'une organisation territoriale tout aussi originale constituée d'un dispositif polycentrique de villes moyennes qui borde tout le littoral et repose sur une complémentarité des villes dans un fonctionnement en réseau. Aux deux extrémités, à l'est et à l'ouest, Rennes et Brest, qui ont le statut de métropole depuis le 1er janvier 2015. Entre les deux, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Lannion, Morlaix, Quimper, Concarneau, Lorient, Vannes, puis encore entre elles, tout un fin réseau de petites villes dont le potentiel industriel est demeuré important. Dès les années 1950, c'était la stratégie de développement du Centre d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB) que de permettre à ce tissu urbain de se développer. Parmi les initiatives, celle du plan routier breton est sans doute la plus déterminante car le ruban de la route nationale a irrigué tout le trait côtier et son arrière-pays. Mais elle a acté également la position de Rennes, qui constitue de fait la porte d'entrée principale. Or, cette situation a accentué de plus en plus les déséquilibres, à mesure que s'est développée une autre logique d'aménagement du territoire, qui a privilégié la compétitivité à la cohésion.

Une logique métropolitaine

Pour nombre d'acteurs économiques, politiques et de chercheurs, la cause est entendue définitivement : la métropole est une condition indispensable au développement régional. Elle est source de création de richesses, elle est le creuset de l'urbanité et d'une indispensable

culture urbaine. Cette logique du développement par la métropole trouve sa cohérence dans un double discours : d'une part, est posé le principe d'une compétition engagée entre les territoires, dans le monde, en Europe et donc en France ; d'autre part, la métropole, disposant des meilleurs atouts, concentrerait les fonctions supérieures (depuis les centres de décision jusqu'aux centres de recherche et aux universités) mais serait aussi en capacité de redistribuer une partie des richesses et d'irriguer les territoires qui l'entourent, selon une diffusion depuis le centre (lire l'article d'Yves Morvan à ce sujet, page 25).

Rennes a bénéficié du contexte de développement des Trente glorieuses pour pouvoir faire correspondre le modèle rapidement esquissé à sa situation. À partir de la fin des années 1950, sous l'impulsion de l'État, et avec l'intervention discrète mais décisive du CELIB, la ville administrative, qui accueillait le tribunal et l'université, s'est en effet diversifiée et a accueilli les usines Citroën. Encore aujourd'hui, les lignes d'assemblage de PSA Peugeot Citroën à la Janais, restent le premier employeur privé de l'agglomération. Mais d'autres activités (la technopole, et les campus universitaires) confortent la diversification. Forte de la croissance démographique de son agglomération et de son dynamisme économique, Rennes entend donc se hisser au rang de ville européenne.

Pourtant, les raisons d'exprimer des réserves sont nombreuses. Car la logique métropolitaine se comprend théoriquement dans un territoire organisé et hiérarchisé dans des limites géographiques qui ne créent pas de perturbations. La disposition particulière de la Bretagne en fait un territoire mal commode en la circonstance. C'est pourquoi s'est établi un « modèle breton » de développement qui a produit une société assez égalitaire



et apaisée, selon un système territorial original, sans domination unique. Dans ce contexte, le projet métropolitain rennais ne peut qu'être vu comme une menace. D'autant que les effets d'une rupture se font déjà sentir : la concentration des activités économiques qui s'observe depuis 40 ans, se traduit maintenant par une situation de décrochage entre l'est de la région, qui bénéficie du dynamisme rennais et de l'influence de Nantes, tandis que dans le même temps, l'ouest a cumulé les obstacles : les villes d'État, qui se développaient sous l'impulsion des commandes militaires, ont perdu leur base économique et, en toute hâte, ont dû s'adapter ; les autres activités importantes ont souffert : la pêche a disparu de la plupart des ports (Douarnenez, Concarneau, Le Guilvinec...) ; l'industrie agroalimentaire a suivi une dynamique industrielle de concurrence par les prix qui a entraîné une succession de crises...

Le décrochage est aussi dans les modes de vie. La Rennes urbaine, porteuse de projets urbains denses, fait face à une région où l'appétit pour la maison individuelle et la propriété ne se dément pas. Même lorsque les objectifs de maîtrise de l'extension urbaine sont ambitieux, comme dans le SCoT du pays de Brest, les résultats ne suivent pas. Les espaces urbanisés s'étendent et se complexifient, dans une situation paradoxale : des villes moins grandes mais une plus forte influence.

Divergences des tendances... et des politiques

L'écart croissant se concrétise alors dans un contexte nouveau qui exaspère sans doute la crise : le projet de ligne à grande vitesse rapproche Rennes de Paris, mais malgré les investissements d'amélioration du réseau,

l'éloigne du territoire breton ; le dialogue renoué avec Nantes et les synergies avec Saint-Malo créent un ensemble territorial qui dispose de toutes les fonctions urbaines, des accès à la mer, des objets patrimoniaux, des animations culturelles et peut-être demain d'un aéroport dont on pressent qu'il aura vocation à supplanter les équipements régionaux qui subsistent encore. Les protestations de bonne foi quant à la solidarité, pas plus que les études des organismes d'État, ne parviennent à éteindre les inquiétudes. Ces dernières s'accroissent au contraire, lorsque l'État, au nom des économies nécessaires, encourage à rassembler partout les forces autour des pôles régionaux. Et la chronique complète régulièrement la liste des abandons d'autonomie : les fusions de CCI ont privilégié le site de Rennes alors que la majeure partie des personnels étaient dans le département du Finistère ; la définition des pays touristiques révèle les obstacles qui éloignent ceux de Basse-Bretagne...

L'exemple de l'université

La proximité et les formes de coopération ciblée entre agglomérations du grand Ouest ne suffisent donc pas à contenir les multiples formes de concurrence et l'obligation pour toutes les villes de tracer par des initiatives propres, leur sentier de croissance. Les axes de développement doivent être définis de longue date. Et ils doivent être ensuite confortés pour espérer des résultats. L'université est à cet égard un bon exemple illustré par le cas de Brest, engagé dès la fin des années 1950. Le souhait d'une présence universitaire se retrouve alors dans le Programme d'action régionale pour la Bretagne, rédigé par le CELIB : « La position géographique de Rennes étant (...) assez éloignée de l'ouest



de Bretagne, il paraît souhaitable de créer dans cette partie (...), à Brest par exemple, un enseignement de propédeutique ». Le CELIB fit de cette création universitaire un de ses objectifs qu'il présenta au ministre de l'Éducation nationale le 23 janvier 1958. Dès 1959, un collège scientifique universitaire était créé. Alors que la reconstruction s'achevait, Georges Lombard (1925-2010), tout juste élu maire de Brest, a très tôt compris l'atout que pouvait constituer une université. Dès 1960, sans même attendre l'autorisation officielle, il entreprit donc le chantier d'un collège littéraire universitaire. Un peu plus tard, la même détermination devait permettre l'ouverture d'un enseignement de droit : mais la proposition a essuyé un refus ministériel sec, motivé par une violente opposition des universitaires rennais. Brest finança donc sur ses fonds un institut municipal et dut attendre jusqu'en 1968, et l'arrivée du centre national d'exploitation des océans, pour atteindre le potentiel scientifique qui lui permettait enfin d'accéder au statut plein d'université.

Poids économique

L'Université de Bretagne occidentale compte aujourd'hui 17 000 étudiants, 2 500 enseignants, chercheurs et personnels administratifs. Son poids économique en fait un acteur décisif pour l'ensemble de la basse Bretagne et ne saurait sans dommage disparaître aujourd'hui. Mais les transformations du paysage scientifique et les avis des experts des programmes dits d'excellence encouragent une nouvelle fois à privilégier la relégation des acteurs de la Basse Bretagne. En effet, la candidature des universités du Grand Ouest, réunie dans une communauté d'universités et d'écoles, a été rejetée par les experts car ils trouvaient que la prise de décision n'était pas assez explicitement concentrée. Pour y répondre, une nouvelle candidature est en cours, mais elle n'est plus portée que par les seules universités de Rennes et Nantes, pour respecter la gouvernance centralisée attendue des évaluateurs. La compétition mondiale ne saurait s'embarasser des particularismes locaux.

Solutions de compensation

À l'heure où les solidarités nationales s'amenuisent, tant par la réduction de l'intervention de l'État et de ses services que par la fin programmée des monopoles de services comme la SNCF, la Poste, EDF et GDF, ce

sont les territoires les plus éloignés et les moins denses qui sont les plus affectés. Ces derniers doivent trouver des solutions de compensation ou de remplacement pour maintenir une qualité suffisante à leur cadre de vie. Mais c'est plus largement tout le territoire qui est touché. L'agglomération rennaise vit aussi une conjoncture moins favorable. Le secteur automobile, une des sources de sa prospérité industrielle, a vécu une crise sans précédent, qui pourrait connaître des répliques à court terme. L'activité est durablement réduite et le désengagement entamé se traduit par la vente de 52 hectares de terrains désormais vacants que la collectivité devra reconverter. Fragilisée dans sa base économique, engagée dans une relation complexe de compétition et de coopération avec Nantes, Rennes n'aura-t-elle pas la tentation de capter les ressources qui passeront par elle et de trouver vers l'est les possibilités d'un rayonnement plus équilibré ? C'est ainsi que fut interprété l'engagement de la Maire de la ville pour une réunion des régions Bretagne et Pays de Loire au moment du redécoupage territorial.

Tensions ravivées

La question de Rennes comme capitale bretonne développe donc de multiples ramifications qui renvoient à l'histoire, à la culture, à la géographie, mais aussi au développement économique. Si les querelles avaient semblé moins présentes jusqu'à la fin des années 2000, la mise en exergue d'une succession de difficultés économiques a ravivé les tensions et ranimé les soupçons, d'autant que, même dans un monde globalisé qui privilégie les relations en réseau, la distance reste un frein. Dès lors, la position avancée de Rennes, si elle lui apporte l'assurance de ressources et de liaisons plus rapides avec d'autres territoires, crée aussi une responsabilité plus grande de solidarité, de soutien au développement envers le territoire breton. Elle devra s'exercer dans la répartition des ressources et des activités, dans le partage des compétences, dans le soutien à une programmation culturelle. Les mots et les symboles ont leur place dans la relation qu'il faut, à tout prix, maintenir. L'idée de baptiser le stade de football Roazhon Park n'est peut-être pas si mauvaise car elle suggère un ancrage au cœur de la région. Condition nécessaire donc, mais non suffisante : de telles initiatives ne peuvent durablement éluder les dangers. ■

ÉCONOMIE

Une capitale régionale entre pouvoirs et partenariats

RÉSUMÉ > *L'influence d'une capitale régionale se mesure aussi à travers des indicateurs économiques. Croissance, emploi, richesse : autant de paramètres qui permettent de dessiner le portrait de la métropole en insistant sur les liens à l'œuvre avec les territoires voisins. À cette aune, explique Yves Morvan, Rennes joue un rôle essentiel en Bretagne, à travers les pouvoirs – réels – qu'elle concentre et les partenariats – nombreux – qu'elle suscite.*



ANALYSE > **YVES MORVAN**

Rennes est-elle en Bretagne ? Question qui peut sembler saugrenue, tant l'histoire et la géographie ont donné à Rennes la place qu'on lui connaît au sein de la région armoricaine. Et pourtant, question qui n'est pas innocente quand on entend les critiques qui sont avancées ici ou là... Pour certains, Rennes est « ailleurs » : puisqu'elle prétend jouer dans la « cour des grands », cette ville, qu'on a souvent considérée comme une « ville d'État », s'est coupée de Bretagne, tant elle est tournée vers Paris et le monde... Pour d'autres, si Rennes est bel et bien en Bretagne, la capitale, par son poids, domine tellement la péninsule, qu'elle a brisé l'organisation régionale, détruit un sacro-saint « aménagement équilibré du territoire » et même « joué contre l'intérêt de sa région ». Pour ces « anti-métropolistes », la solution est alors simple : il faut faire l'économie d'une métropole égoïste comme Rennes, prédatrice de toutes les fonctions, en répartissant ses activités et fonctions sur tout le territoire régional. Ce qui ne pourrait que flatter la volonté égalitariste de quelques dessinateurs de cartes de synthèse...

En fait, on sait combien les territoires régionaux sont devenus interdépendants, voire complémentaires. Pour caractériser la place de la capitale régionale au sein de la région armoricaine et tenter d'évaluer ses capacités d'attraction, de diffusion, voire de répulsion dans ses relations avec les autres territoires bretons, on est vite conduit à analyser le rôle de Rennes en termes de « pouvoirs » dominants. Fonction de capitale oblige. Mais il doit aussi s'analyser en termes de partenariats et d'échanges avec les territoires environnants. Ainsi, ici, on retiendra que la place de Rennes en Bretagne se définit de trois façons : par ses fonctions de commandement, par son pouvoir de polarisation de forces régionales et par sa capacité d'animation.

Des fonctions de commandement

Consacrée politiquement « capitale régionale », il n'est nullement étonnant que siègent à Rennes les administrations déconcentrées de l'État (civiles, militaires, juridiques...) et la plupart des institutions régionales. Dans le même temps, la ville abrite bon nombre de grands organismes (Météo France, Insee, CNRS, France 3 Ouest, Inra, SNCF...) ainsi que les sièges sociaux d'importantes entreprises (Le Duff, Yves Rocher, Ouest-France, Groupama, AGF, Banque Populaire de l'Ouest, Ubisoft...) : avec ses milliers d'emplois salariés publics et privés, Rennes domine ainsi le paysage décisionnel de la région.

Une polarisation des forces régionales

Comme toutes les « villes-capitales », Rennes se caractérise par une forte accumulation de population : la ville accueille 6,5 % de la population de la région (et 21 % de la population du département). Simultanément, la part des emplois fournis par Rennes (aujourd'hui



Économiste, YVES MORVAN est professeur émérite des universités et ancien président du CESER de Bretagne. Il est membre du comité de rédaction de *Place Publique Rennes*.



10,3 % des emplois de la Bretagne et 30 % des emplois du département) ne cesse de croître.

Ce pouvoir de concentration est encore plus fort si on se situe au niveau de Rennes Métropole : avec ses 43 communes, cette communauté accueille 13 % de la population de la région (et même 23 % pour les 15-24 ans) et fournit 18 % des emplois bretons. La croissance de la population de Rennes Métropole s'est effectuée à un rythme bien supérieur à la moyenne régionale (+ 1,1 % par an, contre 0,7 %, entre 2007 et 2012). On a là une concentration qui n'est toutefois pas exceptionnelle : pas de quoi déséquilibrer une région ! C'est encore bien peu par rapport au cas de Nantes Métropole (16,6 % des habitants de la région des Pays de la Loire), ou surtout de Lyon, Bordeaux ou Toulouse au sein de leurs régions respectives : on est bien loin du spectre de la « cathédrale construite dans le désert » !

Le noyau dur des communes autour de Rennes ne cesse d'attirer : si on se situe cette fois au niveau de l'**aire urbaine** de Rennes (c'est-à-dire de l'aire qui comprend les communes dont au moins 40 % de la population active est attirée par ce noyau), on note que celle-ci ne cesse de s'élargir au gré des années (+ 51 % d'habitants entre 1980 et 2014), réunissant désormais plus de 21 % de la population bretonne, sur près de 200 communes, et 24 % des emplois régionaux, allant même jusqu'à aspirer des populations actives des départements voisins. Et quand la Bretagne enregistre une perte nette d'emplois salariés privés, entre 2007 et 2012, cette dixième grande aire urbaine française en termes de population parmi 240, voit les siens progresser.

Le tiers du PIB breton

La polarisation autour de Rennes se confirme si on mesure maintenant la masse des salaires versés : se situant cette fois au niveau de la **zone d'emploi**, et en ne considérant que les emplois concurrentiels, hors administrations publiques (Acosse et Ursaff, 2014), on calcule que la zone rennaise, avec 24 % de la population régionale et 26 % des emplois, génère 31 % de la masse salariale régionale perçue au lieu de travail. De 2007 à 2012, cette masse a crû plus vite (+ 7 %) qu'au niveau régional (+ 4,5 %). Ces performances s'expliquent largement par l'importance et le degré de qualification élevé des personnels (près de 40 % des cadres fonctionnels métropolitains de Bretagne, le tiers des chercheurs régionaux...).

Tout cela peut paraître impressionnant. Mais il faut rappeler, là encore, que d'autres métropoles françaises pèsent de façon encore plus forte au sein de leur région, comme Toulouse, Bordeaux et même Nantes. Et rappeler aussi qu'à la différence de bien d'autres régions, la Bretagne possède plusieurs autres zones d'emploi fortes, rééquilibrant ainsi le territoire régional, avec Brest bien sûr (13 % de la masse salariale des emplois concurrentiels), mais aussi Lorient, Vannes ou Saint-Brieuc (chacune de ces zones assurant entre 7 à 8 % de cette même masse).

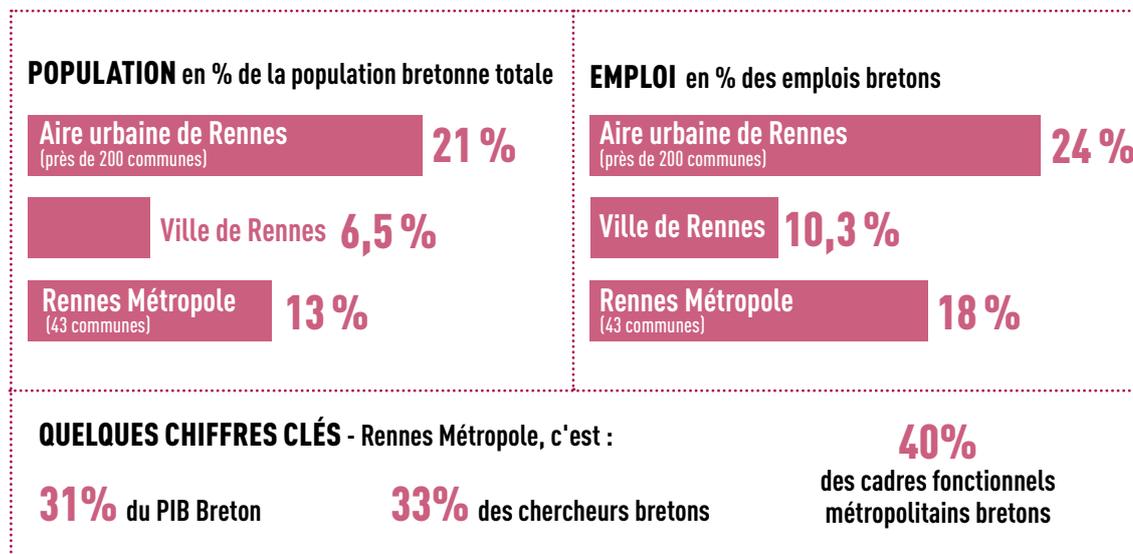
À partir du nombre d'emplois et l'importance de la masse salariale, et malgré l'absence de données précises sur le PIB rennais, on peut calculer que Rennes Métropole représente de l'ordre de 31 % du PIB breton (et de 76 % du PIB du département), proportions qui sont encore inférieures à celles qui sont constatées dans les autres grandes métropoles françaises.

Une forte capacité d'animation

Il est clair que Rennes a contribué au renforcement d'une certaine polarisation de forces démographiques, économiques, scientifiques, culturelles, parce qu'il était nécessaire de regrouper des facteurs nombreux et diversifiés afin de créer un écosystème favorable au développement. D'où son statut de « métropole » consacré par la loi... Mais le fait que ces grandes villes puissent être des locomotives du développement régional reste encore discuté, souvent pour des raisons purement politiques, quand elles ne sont pas idéologiques. Une certaine doxa à la mode voudrait même que les métropoles, en aspirant toutes les forces régionales, freinent l'essor régional et condamnent au déclin tous les territoires périphériques. Ne risque-t-on pas de refaire à l'échelle des régions ce que certains, souvent bien à tort du reste, reprochent à Paris ? Qu'en est-il ?

En premier lieu, l'importance de cette polarisation doit être tempérée : il existe, en Bretagne, et beaucoup plus que dans d'autres régions, un ensemble de villes moyennes qui « polarisent » aussi autour d'elles ; elles connaissent souvent des taux de croissance démographique supérieurs à ceux de la ville de Rennes, montent en gamme d'innovation et assurent d'importantes fonctions « métropolitaines » (formation supérieure, recherche, services de haut de gamme...). Parfois aussi, c'est même dans des villes de moindre taille (Dinard,

LE POIDS DE RENNES MÉTROPOLE ET DE L'AIRE URBAINE RENNAISE EN BRETAGNE



Roscoff, Lannion, Fougères, Saint Pol de Léon...) ou dans des petits bourgs ruraux ou des lieux spécialisés (Pleubian, Malestroit...) qu'on trouve des ensembles de recherche-développement, des nurseries numériques ou autres structures d'innovation.

Une percolation interactive

En second lieu, le développement de Rennes ne s'oppose pas nettement à celui de la région. Parce qu'on ne se situe plus dans cette ancienne géographie administrative des sites urbains sagement emboîtés les uns dans les autres et liés entre eux par des relations verticales, faites d'autorité et de commandements, suivant une hiérarchie bien structurée par la distance, allant du bourg à la capitale, en passant par le chef-lieu de département. Aujourd'hui, la société ne fonctionne plus de la sorte : les territoires sont de plus en plus interdépendants, entretenant entre eux d'intenses relations, constituées par des réseaux horizontaux discontinus qui s'enchevêtrent (et qui sont d'ailleurs plus développés en Bretagne que dans bien d'autres régions) ; avec les révolutions de la communication, la métrique traditionnelle des distances y perd de son pouvoir organisateur. De façon générale, on se situe plutôt dans la perspective d'une dynamique de « perco-

lation interactive » qui anime l'écheveau des relations : à partir d'un centre, les flux d'innovations, les services, les idées et autres effets de dynamisation ruissellent, souvent par des chemins inattendus, et, en retour, les forces des périphéries viennent renforcer les capacités du centre : l'importance des liens l'emporte sur le poids des lieux.

De façon plus précise, dans cette perspective, le pôle de Rennes, en position de charnière au sein de ces relations faites de réciprocités, assure des fonctions d'animation qui se manifestent de plusieurs façons.

Une porte d'entrée à l'international

Tout d'abord, du fait des fonctions internationales qu'elle développe (accueil de firmes étrangères, insertion des chercheurs dans des réseaux européens et mondiaux, infrastructures de transport vers l'extérieur, partenariats avec des villes étrangères, présence de consulats, centre de congrès, foires...), la place de Rennes contribue largement à projeter la Bretagne dans les réseaux internationaux et constitue un relais désormais important dans la mondialisation. Au regard de nombreux critères (investissements internationaux, présences d'acteurs étrangers...), elle est la plus « internationalisée » des zones d'emploi régionales.



Pour autant, elle ne pourrait jouer ce rôle de relais sans s'appuyer sur l'ensemble des compétences de toutes les autres collectivités de la région, sur leur image et sur leurs politiques d'attractivité. Et réciproquement : dans cette perspective de percolation interactive, les talents se renforcent mutuellement.

Une offre d'équipements et de services

Par ailleurs, les équipements rennais (santé, culture, formation, sport, transport...) rayonnent bien au-delà de la ville, tandis que la capitale bretonne, grâce à sa capacité à développer de services de tertiaire supérieur (conseil, finances, expertise, brevets, main-d'œuvre très qualifiée...), secrète de plus en plus les gisements de croissance dont les entreprises aux alentours ont besoin pour assurer leur essor.

Une machine à redistribuer

De surcroît, on peut considérer l'agglomération rennaise comme une machine à distribuer des salaires (et aussi des impôts) : du fait de la mobilité des actifs et de la déconnexion qui existe entre leur lieu de travail et leur lieu de résidence, les revenus métropolitains irriguent les territoires proches, et même parfois au-delà des limites départementales (ou même régionales). Les sommes distribuées aux « navetteurs » entretiennent une importante économie présentielle dans leurs communes de résidence et y suscitent d'incontestables effets multiplicateurs de revenus et de demandes.

Grâce à sa base productive importante, on peut aussi considérer l'agglomération rennaise comme une machine à créer ou à soutenir des emplois. Il en va ainsi à partir de l'ensemble des commandes publiques et privées émanant des acteurs de la capitale bretonne (dans le BTP, par exemple) ou des achats et investissements assurés à l'extérieur par les habitants de la métropole. Idem pour les dynamiques créées à partir des pôles d'entraînements technologiques de toutes sortes développés ces dernières années (pôles de compétitivité, B-Com, plates-formes technologiques, incubateur Emergys, Rennes Atalante, pôle cyberdéfense, réseaux de transfert des biotechnologies...). Il en va toujours ainsi à partir des formations universitaires rennaises qui, en se délocalisant ou en participant à l'essor de nombreux sites (Saint-Malo, Vannes, Fougères...), ont dynamisé maints territoires... Il en va enfin ainsi à partir des

importantes relations de co-traitance et de sous-traitance que les entreprises rennaises entretiennent avec de très nombreuses sociétés régionales.

Il faut toutefois noter, par rapport à ce dernier point, que les « effets d'entraînement » amont et aval des activités métropolitaines rennaises sur leurs territoires environnants, à partir des activités contemporaines dominantes (électronique, exploitation du numérique, des biotechnologies...), sont beaucoup plus faibles que ceux des activités industrielles d'hier (l'automobile, par exemple). En majeure partie parce que ces nouvelles activités mettent en jeu moins de composants que les anciennes activités. Ou parce que les activités « high-tech » d'aujourd'hui pratiquent moins l'externalisation de leurs fonctions que les activités manufacturières d'hier.

Un cœur de réseaux

Enfin, quand on mesure l'ensemble des relations qui unissent les grandes aires bretonnes, entre elles ou avec des pôles extérieurs (Insee et Agences de développement, 2014), on constate que l'aire rennaise, espace d'intermédiation de nombreux réseaux bretons qui s'empilent, connecte 50 % de ces flux régionaux, en tant que réceptacle de flux importants et en provenance de la quasi-totalité des autres aires urbaines... Ces flux concernent, outre les importantes migrations domicile-travail à l'intérieur de l'aire rennaise ou avec les aires voisines, les migrations résidentielles des étudiants et des retraités (44 % du total des relations), les relations entre les sièges des firmes et leurs établissements (50 % des relations), les transferts d'établissements (39 % des relations, où on constate que Rennes laisse partir plus d'établissements qu'elle n'en capte).

Rennes est bien en Bretagne. Pour remplir son rôle de capitale, elle concentre des forces régionales. Même si, parfois, c'est au-delà de ce qu'il serait nécessaire pour que fonctionne une métropole. Elle anime le tissu régional et percole activement. Même si ce n'est pas autant qu'on pourrait le souhaiter pour assurer un mythique « rééquilibrage » des territoires. Mais, en tout cas, si ne miser que sur Rennes pour entraîner le développement régional reste insuffisant, ne pas miser sur l'« effet métropolitain » rennais pour animer la croissance de la Bretagne serait très grave : l'inscription de Rennes dans le tissu régional conditionne son succès, tout comme elle conditionne celui de la région. ■

LES RÉGIONS ET LEUR CAPITALE

Ogre ou poucet ? Une perspective nationale

RÉSUMÉ > *On dénonce souvent le poids excessif de la préfecture régionale en Bretagne. Une comparaison avec les autres régions de province montre que Rennes pèse plutôt modérément dans l'espace breton. Curieusement, les fusions régionales auxquelles échappe la Bretagne n'en feront pas pour autant une région écrasée par sa capitale. L'enjeu est-il du reste... si capital ?*



ANALYSE > **GUY BAUELLE**

Rennes est souvent accusée de peser trop lourd dans la géographie de la Bretagne, comme le rappelle Yves Morvan (lire page 25). Nous avons donc comparé le poids des différentes préfectures régionales dans leurs régions respectives, en se limitant aux régions de France métropolitaine compte tenu de la configuration insulaire de nos régions d'Outre-Mer et en éliminant le cas particulier de Paris.

La comparaison est basée sur les découpages permettant de rendre compte au mieux du poids réel des capitales régionales. Pour le poids démographique, on a privilégié l'aire urbaine, c'est-à-dire l'espace des principales migrations domicile-travail. Dans une aire urbaine, 40 % au moins des actifs vont travailler dans le pôle d'emploi principal (d'après l'INSEE). Cet espace des migrations alternantes quotidiennes est celui qui traduit de manière la plus parlante la puissance réelle d'une agglomération. Dans le cas de Rennes, ce vaste espace de navettes compte 690 000 habitants (en 2012). À titre indicatif, les aires urbaines de Nantes et de Brest font respectivement 898 000 et 315 000 habitants.

Le choix de l'aire urbaine permet de ne pas minorer le poids des capitales par rapport à des calculs basés sur

la population de la commune (moins de 210 000 hab.), de l'agglomération bâtie en continu (dite unité urbaine) (318 000 hab.) ou encore du territoire institutionnel de « Rennes Métropole » (421 000 hab.). Le choix de l'espace de référence le plus large (l'aire urbaine) doit permettre d'éviter le grief d'avoir cherché à minorer le poids des capitales régionales.

Pour l'emploi, nous avons également choisi l'espace le plus significatif qui est aussi le plus vaste, à savoir la zone d'emploi définie par l'INSEE comme l'espace où la plupart des actifs résident et travaillent.

Rennes : un poids plutôt faible dans sa région

Une première comparaison simple montre que la Bretagne fait partie des régions où le poids démographique de l'aire urbaine de la préfecture régionale est plutôt faible (infographies 1 et 2). On s'aperçoit que la Bretagne occupe le 14^e rang sur 21 régions métropolitaines de province selon ce critère. Son classement serait encore plus bas si on avait intégré l'Outre Mer.

L'aire urbaine de Nantes pèse plus lourd dans les Pays de la Loire (un quart contre un cinquième de la population régionale). Dans huit régions, la capitale regroupe plus d'un tiers de la population et même plus des deux-cinquièmes en Midi-Pyrénées (Toulouse) et Alsace (Strasbourg). Inversement, seules cinq régions de province ont une préfecture pesant moins que Rennes qu'en Bretagne. On ne peut donc affirmer que Rennes soit surdimensionnée selon cet indicateur.

Un poids supérieur à celui de Paris en France mais...

On pourra bien entendu toujours considérer que c'est quand même trop en établissant notamment le parallèle avec le poids de Paris en France dont l'aire



Guy BAUELLE est géographe, professeur d'aménagement de l'espace et urbanisme à l'université de Rennes 2 (UMR 6590 CNRS). Il est membre du comité de rédaction de *Place Publique* Rennes.



urbaine concentre 19,4 % de la population de France métropolitaine. Ce poids est légitimement considéré comme écrasant comparé à la plupart des grands pays développés (Royaume-Uni compris). Il y a toutefois une telle différence d'échelle qu'elle fait perdre toute signification à la transposition sans précaution d'un déséquilibre national à un contexte régional. On ne peut en effet raisonnablement comparer une aire urbaine de 12 341 000 habitants (Paris) à celle de Rennes, 18 fois moins peuplée. Ces deux organismes urbains sont absolument sans commune mesure.

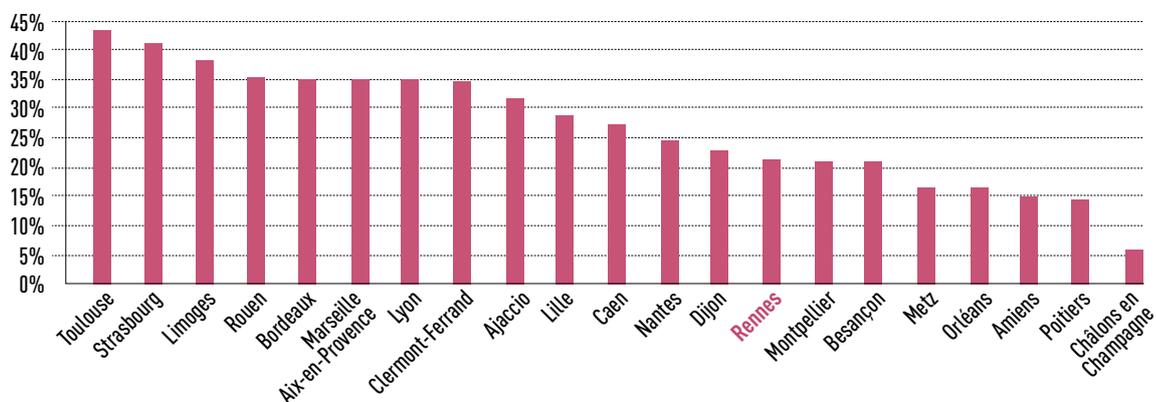
On fera même observer que des métropoles régionales plus puissantes sont le meilleur moyen de contrebalancer le poids de la région-capitale dans la géographie nationale : ce n'est pas en voulant limiter le développement de Rennes qu'on résorbera la prééminence absolue de Paris en France, au contraire.

Que changent les nouvelles régions ?

Les régions vont changer en 2016, leur nombre passant de 22 à 13 en métropole : quel sera à l'avenir le poids des futures capitales dans leur région ? La question est particulièrement intéressante pour la Bretagne dans la mesure c'est l'une des cinq régions (sur 22) ayant échappé aux fusions (carte page suivante). On pourrait logiquement s'attendre à ce que la capitale bretonne pèse désormais davantage dans sa région que dans les nouvelles entités appelées à regrouper deux ou trois régions actuelles. Or, force est de constater que Rennes conservera un poids tout à fait standard, au sein d'un groupe regroupant la moitié des futures régions où le poids de la capitale restera cantonné entre 17 et 23 % (infographies 3 et 4). Trois préfectures régionales continueront à peser bien davantage : Marseille, Ajaccio et Lyon. Ainsi, la Bretagne ne se distinguera toujours pas par une capitale exagérément développée.

1 - POIDS DE LA PRÉFECTURE dans la population régionale (2012)

Rapport population de l'aire urbaine/population de la région



2 - LE POIDS DES AIRES URBAINES des 21 préfectures régionales de province dans la population de leur région (2012)

Toulouse	43 %	Clermont-Ferrand	35 %	Montpellier	21 %
Strasbourg (partie française)	41 %	Ajaccio	32 %	Besançon	21 %
Limoges	38 %	Lille (partie française)	29 %	Metz	17 %
Rouen	36 %	Caen	27 %	Orléans	17 %
Bordeaux	35 %	Nantes	25 %	Amiens	15 %
Marseille - Aix-en-Provence	35 %	Dijon	23 %	Poitiers	14 %
Lyon	35 %	Rennes	21 %	Châlons en Champagne	6 %

Un poids économique standard dans sa région

Pour mesurer le poids économique des bassins des capitales régionales, nous avons pris comme indicateur la masse salariale de leur zone d'emploi, autrement dit le montant de l'ensemble des salaires versés (valeur 2015). Nous avons rapporté cette somme au total des salaires versés dans la région. Le résultat montre des valeurs supérieures au poids démographique pour les raisons avancées par Yves Morvan : tissu économique et profil socioprofessionnel conduisent à y verser des salaires plus importants qu'ailleurs (infographie 5 et 6).

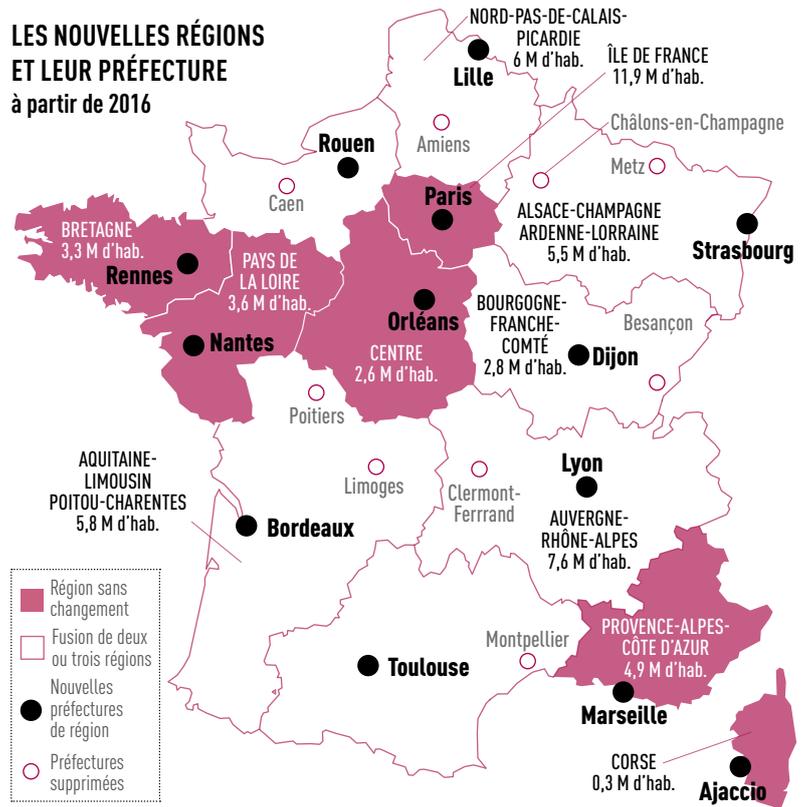
Concernant la Bretagne, on constate qu'elle occupe à nouveau le milieu du tableau, avec même davantage de régions où la zone d'emploi préfectorale pèse plus que l'inverse. Rennes fait moins d'un tiers de la richesse régionale. Son poids économique est comparable à celui de Dijon en Bourgogne. On pourra objecter que c'est plus que celui de Lille dans le Nord-Pas-de-Calais ou de Marseille en PACA, mais là encore il faut raison garder et ne pas considérer comme exactement symétrique le cas de villes plus que millionnaires (en habitants) dont la masse salariale de la zone d'emploi excède largement celle de Rennes (1,6 milliard) avec 2,2 milliards à Lille et 2,8 à Marseille. On observera en outre que parmi les régions actuelles, certaines se caractérisent par un poids économique de leur capitale autrement plus considérable puisque la ZE de Toulouse distribue près des deux tiers des salaires de la pourtant vaste Midi-Pyrénées tandis que l'inattendue Limoges en concentre plus de la moitié. Bordeaux (Aquitaine), Clermont-Ferrand (Auvergne) ou Rouen (Haute-Normandie) approchent également la moitié.

La contestation de Rennes, reflet d'autres déséquilibres

En fait, la contestation de la domination de Rennes en Bretagne ne résulte pas seulement de son poids démographique ou économique supposé excessif. Elle est aussi le fruit du dynamisme démographique persistant de la moitié sud-est de la Bretagne depuis une génération alors que la moitié nord-ouest voit sa population stagner.

La géographie de la Bretagne est aussi responsable de la mise en cause de la prédominance de Rennes, capitale située à l'extrémité orientale de la région si bien que sa tutelle sur la Basse-Bretagne et le Centre Bretagne peut paraître pesante et lointaine. La perception d'une capitale

LES NOUVELLES RÉGIONS ET LEUR PRÉFECTURE à partir de 2016



régionale de surcroît bien mieux reliée à Paris (et Roissy) que le reste de la région vivant mal sa périphéricité ainsi que l'opposition culturelle entre Bretagne bretonnante et Haute-Bretagne avivent les tensions et renforcent les critiques à l'adresse de Rennes, vue comme une sorte de petit Paris. Son dynamisme économique suscite des jalousies compréhensibles, notamment de la part des villes moyennes et de Brest sa rivale.

Un autre indicateur : le poids de la première ville régionale par rapport à la deuxième

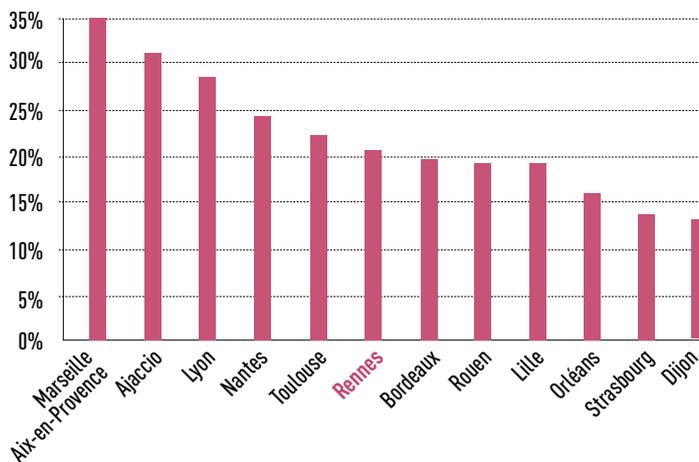
Le réseau urbain breton se caractérise pourtant par le poids également modeste de son aire urbaine la plus peuplée (Rennes) par rapport à sa dauphine immédiate (Brest).

Pour mesurer si un territoire est dominé par sa capitale, on calcule un indice de primatie en divisant la population de la plus grande ville par celle de la deuxième. L'indice de primatie de la France métropolitaine est ainsi de 5,57 (l'aire urbaine de Paris pèse près de six fois

¹ Baudeau I., 2014, Un demi-million de Bretons supplémentaires en 30 ans, dont 80 % dans l'est de la région, *Octant Analyse*, n° 56, 5 p. www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=2&ref_id=20644#trois



3 - POIDS DE L'AIRES URBAINE de la capitale régionale dans la population des nouvelles régions (2015)

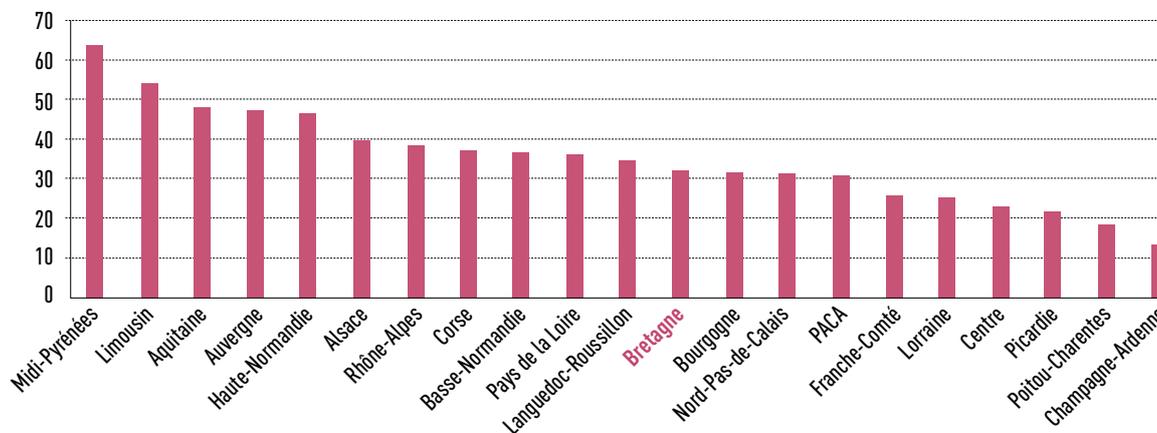


4 - LE POIDS DES AIRES URBAINES des 11 futures préfectures régionales dans la population de leur région (2015)

Marseille - Aix-en-Provence	35 %
Ajaccio	32 %
Lyon	29 %
Nantes	25 %
Toulouse	23 %
Rennes	21 %
Bordeaux	20 %
Rouen	20 %
Lille (partie française)	20 %
Orléans	17 %
Strasbourg (partie française)	14 %
Dijon	13 %

5 - LE POIDS ÉCONOMIQUE des capitales régionales dans leur région

Masse salariale de la zone d'emploi rapportée à la masse salariale régionale en 2015



6 - LE POIDS ÉCONOMIQUE des capitales régionales dans leur région en 2015

Part de la masse salariale de leur zone d'emploi dans la région en 2015 (en %)

Midi-Pyrénées	64	Corse	37,3	Provence-Alpes-Côte d'Azur	31,2
Limousin	54,4	Basse-Normandie	36,9	Franche-Comté	26
Aquitaine	48	Pays de la Loire	36,6	Lorraine	25,3
Auvergne	47,5	Languedoc-Roussillon	34,9	Centre	23
Haute-Normandie	46,9	Bretagne	32,2	Picardie	21,8
Alsace	39,9	Bourgogne	31,9	Poitou-Charentes	18,4
Rhône-Alpes	38,5	Nord-Pas-de-Calais	31,8	Champagne-Ardenne	7,6

celle de Lyon, 2^e agglomération française). Cet indice est de 3 en moyenne dans les pays développés. Quand il est supérieur à 5, le réseau urbain national est considéré comme très déséquilibré.

On peut faire le même calcul par région. Or, le rapport de taille démographique entre les aires urbaines de Rennes et Brest est de 2,2, situant une fois encore la Bretagne dans la moyenne (12^e rang sur 21), au même titre que Pays de la Loire (Nantes et Angers), Nord-Pas-de-Calais (Lille et Douai-Lens) ou Haute-Normandie (Brest et Le Havre) (infographie 7). Certaines régions se caractérisent par un déséquilibre autrement plus spectaculaire : Toulouse pèse onze fois plus que Brive-la-Gaillarde, 2^e agglomération régionale, Clermont-Ferrand près de six fois plus que Vichy et Bordeaux quatre fois plus que Bayonne-Anglet-Biarritz !

Inversement, les géographes ont longuement débattu des avantages et inconvénients des réseaux urbains régionaux bipolaires comme Rennes et Brest : avoir deux villes de taille équivalente (rapport proche de 1) comme la Corse (Ajaccio et Bastia), la Lorraine (Nancy et Metz), le Centre (Tours et Orléans) ou Poitou-Charentes (Poitiers et La Rochelle) aura été source d'âpres rivalités sinon de paralysie et fait regretter à certains l'absence de métropole régionale incontestée comme Lyon ou Lille.

La focalisation sur les capitales : un syndrome français

En se fondant sur l'observation des débats parlementaires et régionaux déclenchés par la réforme de la carte régionale, certains géographes estiment que les régions ont tendance à exagérer l'enjeu de leur capitale. Notre pays est si centralisé et tellement polarisé par Paris qu'on s'imagine que l'impact du statut de capitale régionale sur son développement et sur les écarts consécutifs de croissance au sein de la région sera analogue à ceux observés entre la capitale et la province. Mes collègues évoquent une « culture inconsciente » où la préfecture régionale serait « à l'image de Paris en France ». Dans la plupart des États fédéraux, ni la capitale du pays (Washington, Canberra, Ottawa, Berne, Bonn avant la réunification...) ni les capitales des différents États ne sont généralement les plus grandes villes. Le faible niveau de décentralisation institutionnelle (même après la réforme actuelle) devrait nous ôter toute inquiétude. Qui savait que la capitale de Champagne-Ardenne n'était pas Reims mais Châlons-en-Champagne ?

7 - INDICE DE PRIMATIE DES 21 RÉGIONS DE PROVINCE EN MÉTROPOLÉ

Population de l'aire urbaine de la ville la plus peuplée divisée par celle de la 2^e ville régionale

Région	Population ville de rang 1	Population ville de rang ville 2	Ratio
Midi-Pyrénées	1 270 760	115 557	11
Auvergne	469 922	82 361	5,7
Aquitaine	1 158 431	288 359	4
Basse-Normandie	403 633	119 000	3,4
Rhône-Alpes	2 214 068	679 863	3,3
Bourgogne	377 590	133 557	2,8
Limousin	282 971	101 435	2,8
Alsace	768 868	284 739	2,7
Picardie	293 671	124 000	2,4
Haute-Normandie	658 285	290 890	2,3
Pays de la Loire	897 713	403 765	2,2
Bretagne	690 467	314 844	2,2
Nord-Pas-de-Calais	1 166 452	540 981	2,2
Languedoc-Roussillon	569 956	309 962	1,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 727 070	1 004 914	1,7
Champagne-Ardenne	317 611	191 505	1,7
Franche-Comté	246 841	162 326	1,5
Poitou-Charentes	255 831	207 211	1,2
Centre	483 743	423 123	1,1
Lorraine	434 479	389 700	1,1
Corse	100 621	92 486	1,1

Cette préfecture régionale a-t-elle pour autant connu une croissance fulgurante ? Certes, les futures régions seront plus grandes et donc les administrations plus étoffées. Mais vu les économies d'échelle attendues – qui devraient normalement diminuer le personnel – et le partage de certaines fonctions entre plusieurs villes régionales – envisagé dans sept régions –, cet effet sur la croissance différentielle des territoires devrait être réduit. La portée du statut de capitale sera surtout d'ordre symbolique. Ainsi, si jamais la capitale de Bretagne retournait à Vannes ou si la réunification de la Bretagne ou sa fusion avec Pays de la Loire devaient un jour ôter à Rennes son statut de préfecture régionale au profit de Nantes, les conséquences ne seraient pas dramatiques. ■

RUE
HUGO
1857
17-1885)

RAED
HUGO
1857
17-1885)

PRODUITS

BRETONS

SYMBOLES & DÉBATS

Quand le breton fait ses classes à Rennes

RÉSUMÉ > *Rennes est la ville de Bretagne qui scolarise le plus d'enfants en breton. Pourquoi ce choix ? Que recherchent ceux qui apprennent cette langue ? Une ouverture culturelle, un ancrage régional et l'accès à une communauté vivante, répondent-ils. La place du breton à Rennes alimente régulièrement la polémique entre ceux qui estiment que la ville pourrait en faire plus (notamment en matière de signalétique urbaine) et ceux qui trouvent que c'est déjà trop. Un sujet passionnel qui ne laisse personne indifférent.*



TEXTE > ANNA QUÉRÉ



ANNA QUÉRÉ est journaliste à Rennes, spécialiste des langues régionales. Bretonnante, elle a réalisé une partie des entretiens de cette enquête en breton.

Dans la fraîcheur de ce matin d'automne, on presse le pas pour arriver à l'heure à l'école. Liza Jacq, l'institutrice, appelle les enfants : « poent mont er c'hlas, bugale ! ». Nichée dans le quartier du Blosne à Rennes, entourée de barres d'immeubles et d'une petite prairie herbeuse, l'école Diwan démarre la journée au rythme de la langue bretonne. Ici, on parle, on lit, on compte en breton. Avec 146 élèves de la petite section au CM2, c'est l'une des plus grandes écoles Diwan de Bretagne. Non loin de là, de la maternelle au lycée, d'autres enfants entament leur journée, dans des classes bilingues breton-français de l'enseignement public et privé. Aujourd'hui, avec plus de 700 élèves², Rennes est la ville de Bretagne qui scolarise le plus d'enfants en breton.

Étrange chemin parcouru. Comment cette grande ville bourgeoise et administrative, éloignée de la zone bretonnante, s'est-elle progressivement approprié le bre-

¹ On rentre en classe, les enfants !

² Chiffres de l'Office public de la langue bretonne : à la rentrée 2015, 734 élèves sont scolarisés en breton à Rennes. Ici comme ailleurs en Bretagne, 3 choix sont possibles pour scolariser son enfant en breton : soit en immersion à Diwan, soit en classe bilingue dans l'enseignement public, soit en classe bilingue dans l'enseignement privé.



³ Prononcer "skol an emzao".

⁴ Brittophone et bretonnant ont le même sens : l'un comme l'autre désignent une personne qui parle breton.

ton, autrefois langue des ploucs et des paysans, comme l'une des composantes de son identité, voire comme un marqueur essentiel de son ancrage régional ?

Ancrage identitaire

Emmanuel Roy, jeune quadragénaire, élève ses deux garçons en breton. Tous deux sont scolarisés en filière bilingue à l'école publique Liberté. Emmanuel n'est pourtant pas né à Rennes, ni même en Bretagne. Il a grandi dans la région parisienne et a appris le breton « dans cette autre grande ville bretonnante qu'est Paris », par attachement à cette langue parlée par sa grand-mère finistérienne. Il est arrivé à Rennes il y a plus de dix ans : « pour moi, sourit-il, venant de Paris, c'était forcément un mieux comme ancrage identitaire. J'étais très content de pouvoir enfin vivre la Bretagne et non plus la fantasmer. Je savais aussi que dans la tête de certains Finistériens, Rennes c'est déjà Paris. Mais dans mon sens, c'était déjà pas mal. »



GWENVAËL JEQUEL, directeur de Skol an Emsav.

« Les parents considèrent que ce sont leurs enfants qui font le travail de réappropriation du breton et cela leur suffit. »

Comme tant d'autres bretonnants, Emmanuel Roy a d'abord fréquenté assidûment les cours du soir de breton à Skol an Emsav³, un pôle d'enseignement du breton créé dans la ferveur militante des années 1970 à Rennes. Depuis sa création, Skol an Emsav (l'école du mouvement breton) propose des cours du soir à un public de retraités ou de jeunes actifs. Mais il est surtout devenu l'un des grands pôles de formation en breton pour adultes, à l'instar d'autres structures basées à Quimper, Landerneau ou Ploemeur. Ici, des jeunes gens pour la plupart en recherche d'emploi, viennent apprendre le breton en formation accélérée, afin d'être à même de le parler couramment 6 mois, voire 9 mois plus tard. La formation fait un tabac, certains candidats sont même sur liste d'attente. Ces stagiaires ont fait le choix d'apprendre cette langue afin de pouvoir l'utiliser dans leur vie quotidienne et surtout professionnelle. Parmi eux, beaucoup de futurs enseignants. En revanche, explique Gwenvaël Jequel, diligent directeur de Skol an Emsav, « très peu de parents viennent prendre des cours. Ils considèrent que ce sont leurs enfants qui font le travail de réappropriation du breton, et cela leur suffit. »

Skol an Emsav n'est pas le seul endroit où l'on pratique la langue bretonne à Rennes : l'Office de la langue bretonne a également pignon sur rue. À l'Université aussi, on parle et on étudie le breton : un cursus de breton existe à Rennes 2 depuis la fin du 19^e siècle, quand fut créée la première chaire de celtique en Bretagne. Plus de 200 étudiants y sont inscrits chaque année.

Îlot francophone

À observer ces jeunes brittophones⁴, bien dans leurs baskets, vivant dans cette grande métropole, on en oublierait presque que Rennes est avant tout une ville de la Haute-Bretagne. Et qui dit Haute-Bretagne dit aussi pays gallo. Cette cité fut probablement, dans un premier temps, une sorte d'îlot francophone, au milieu d'un territoire majoritairement gallésant : « le français a en effet pénétré la société par le biais des classes sociales dominantes, notamment par la concentration d'une certaine aristocratie au Parlement de Bretagne et d'une grande bourgeoisie qui vivait principalement dans les grandes villes », explique Philippe Blanchet, professeur en sociolinguistique à l'Université de Rennes 2. « En même temps, il ne s'agissait pas réellement d'îlots francophones parce que, jusqu'au début du 20^e siècle, il n'était pas possible d'être monolingue francophone en Bretagne, sinon on se cou-



RICHARD VOLANTE

EMMANUEL ROY, 40 ans, élève ses deux enfants en breton.

« Le seul bain linguistique, c'est celui que proposent les cours. D'où ce développement d'un breton des villes, (...) qui se développe en vase clos. »

pait de la communication avec 80 % de la population ! » On l'ignore souvent, mais le breton n'est pas la seule langue régionale de Bretagne : le gallo, cette langue romane issue du latin, parlée dans la partie est de la Bretagne, compte environ 200 000 locuteurs, à peu près autant que pour le breton à l'ouest de la Bretagne. Une sorte de frontière linguistique court approximativement de Plouha au nord, à l'embouchure de la Vilaine au sud. Elle a évolué au cours des siècles et le dernier tracé fut établi en 1886 par l'ethnologue celtisant Paul Sébillot. On parle donc plutôt français et gallo en Haute-Bretagne, et plutôt français et breton en Basse-Bretagne. D'origine provençale, mais vivant à Rennes depuis plus de 30 ans, Philippe Blanchet s'intéresse de près à la diversité linguistique et n'a eu de cesse d'étudier la situation conjointe du breton et du

gallo, notamment en Haute-Bretagne. Il a pu observer le lent processus de revalorisation des langues régionales à partir des années 1970 : « aujourd'hui, il y a une espèce de reconnaissance symbolique de la valeur culturelle et de la valeur – je n'aime pas trop le mot identitaire – d'appartenance à une communauté sociale. Alors qu'il y a 50 ans, le breton était la langue de la honte – et je ne vous parle pas du gallo, c'était encore pire – c'est devenu aujourd'hui du politiquement correct. Et comme Rennes est la capitale administrative et la plus grande ville de Bretagne, cela s'est évidemment produit ici aussi. Très fortement », conclut-il. Dès 1978, en effet, c'est à Rennes qu'est créée la deuxième école Diwan de Bretagne, quand la première avait démarré un an plus tôt à Ploudalmézeau. Même topo en 1982 lorsque la circulaire Savary autorise la création de classes bilingues dans l'enseignement public : après Saint-Rivoal, dans le Finistère, c'est à Rennes que s'ouvre une classe bilingue en 1983, à l'école Liberté.

Petite communauté

Aujourd'hui, on croise donc çà et là à Rennes, nombre de personnes qui parlent breton. Mais c'est parfois l'affaire d'un tout petit monde. « Oui, admet Gwenvael Jequel, le directeur de Skol an Emsav, je connais pratiquement tous les bretonnants de Rennes. On appartient à une communauté, comme les locuteurs de gaélique à Belfast ou à Galway. Mais ce n'est pas un crime d'appartenir à une communauté, non ? ». Il espère néanmoins voir cette petite communauté s'élargir, grâce au succès actuel des formations longues. « C'est sûr que c'est un petit monde, sourit Emmanuel Roy. Mais ça peut avoir un côté bien sympathique aussi ». À son arrivée à Rennes, ce Breton d'adoption avait été un peu frustré par la difficulté à rencontrer des brittophones hors de la salle de classe : « le seul bain linguistique, c'est celui que proposent les cours. D'où ce développement d'un breton des villes, rennais ou autre, qui se développe en vase clos parce qu'il n'est pas innervé par un bain linguistique représentatif des différents parlars. C'est parfois un peu frustrant. ».

Signalétique symbolique

Dans le but de rendre l'existence de la langue bretonne plus visible, la Ville de Rennes a récemment décidé de modifier certaines plaques de rues et de places. La Place des Lices se nomme désormais aussi *Plasenn al lisoù* et Rue Victor Hugo, *Straed Victor Hugo*.



« Le monde change, la société change. Les bretonnants sont nombreux à Rennes. Il y a une vraie demande sociale en faveur du breton. » ANA SOHIER, conseillère municipale à Rennes.

Emmanuel Roy s'enthousiasme de cette nouvelle signalétique : « La visibilité du breton dans l'espace public, c'est essentiel ! Il y a un côté symbolique qui est très important ». Certains militants réclament aussi que la signalétique de la future ligne de métro soit entièrement bilingue, comme c'est par exemple le cas sur la ligne de tramway *Luas*⁵, à Dublin. Durant quelques mois, la conseillère municipale à la diversité linguistique, Ana Sohier, a réuni dans un groupe de travail des associations qui militent en faveur de la langue bretonne. Suite à ces travaux, une feuille de route en faveur du breton sera votée au Conseil Municipal courant novembre. De nouveaux panneaux de rues français-breton verront le jour à Rennes, d'ici la fin du mandat et les supports de communication, comme les cartons d'invitation pour Les Transmusicales, seront entièrement bilingues.

Une telle politique en faveur du breton, sans prise en compte de l'autre langue régionale qu'est le gallo, ne semble pas troubler Ana Sohier : « le monde change, la société change. Les bretonnants sont nombreux à Rennes. Il y a une vraie demande sociale en faveur du breton », explique-t-elle. Elle rappelle que la Ville soutient financièrement les associations gallésantes mais pas question en revanche d'adopter une signalisation trilingue français-breton-gallo à Rennes : la polémique dure depuis longtemps et les militants en faveur du gallo ne l'entendent pas de cette oreille (lire l'entretien avec Bertràn Obrée ci-contre). Philippe Blanchet, professeur à l'Université de Rennes 2, est favorable à la multiplication des panneaux de rues bilingues dans le centre-ville. « Que l'on écrive *Ti-kêr*⁶ sur la mairie de Rennes, cela ne me pose aucun problème ! Le fait que ce soit écrit en breton permet de casser l'idéologie du monolinguisme français. En plus, Rennes est la capitale de la Bretagne. Le breton est l'une des langues de la Bretagne, donc, dans la capitale, il y a du breton. Mais j'aimerais bien

que ça soit aussi écrit en gallo. Il n'y a pas de raison que ce soit uniquement en breton. ». Il cite l'exemple de la Catalogne, où les Catalans cherchent à imposer leur langue aux Valenciens : « dans plusieurs situations, on voit les militants des langues régionales reproduire les phénomènes de domination contre lesquels ils prétendent se battre », rappelle-t-il.

Et si Rennes regardait ailleurs, histoire de se donner de nouvelles idées ? À Bayonne, par exemple, les panneaux sont trilingues français-basque et... gascon ! Car jusqu'au début du 20^e siècle, c'est surtout le gascon que l'on parlait dans cette ville. Puis, de nombreux Basques de l'arrière-pays vinrent s'y installer tout au long du siècle dernier. Ainsi cohabitent aujourd'hui ces trois langues, auxquelles viennent aujourd'hui s'ajouter les langues des migrants.

Dans quelques jours, du 2 au 21 novembre 2015, de nombreux Rennais, brittophones ou non, viendront fouler le parquet de l'un des plus gros festoù-noz urbains de Bretagne, *Yaouank*. On y vient pour danser, écouter de la musique, mais pas seulement. Emmanuel Roy y retrouve « un des seuls moments dans la vie rennaise où justement il y a un côté village. Où tout à coup, pendant toute une soirée, je rencontre un bretonnant tous les 10 mètres. Je finis par y aller plus pour ça que pour la musique ou la danse ! ». La langue crée du lien. ■



LIZA JACQ, institutrice à l'école Diwan de Rennes.

⁵ *Luas* : vitesse en gaélique.

⁶ *Ti-kêr* : mairie.

BÈRTRAN ÔBRÉE

« Le gallo fait partie de Rennes »

RÉSUMÉ > Bèrtran Ôbrée est le directeur de Chubri. Depuis 2007, cette association se consacre au collectage en gallo, afin de mieux décrire les caractéristiques de cette langue. Elle propose également un service de traduction, notamment pour les collectivités locales. Bèrtran Ôbrée vient par ailleurs de participer, au sein du Conseil culturel de Bretagne, à la rédaction d'un rapport qui dresse un état des lieux de la situation du gallo en Haute-Bretagne et formule un certain nombre de préconisations.



PROPOS RECUEILLIS PAR > ANNA QUÉRÉ

PLACE PUBLIQUE : Quelle est la réalité de la pratique du gallo à Rennes ?

BÈRTRAN ÔBRÉE : Une étude a été menée en 2006 auprès de jeunes Rennais nés à Rennes : 4 jeunes sur 10 ont affirmé avoir une compétence en gallo. Dans une autre enquête qui date de 2004, on a demandé à des personnes qui habitent Rennes depuis au moins 10 ans, dans quels quartiers on parle le gallo, selon eux : presque tous les quartiers sont cités, sauf le centre-ville. C'est ce que les chercheurs ont appelé « le contre-espace du gallo ». Là où l'on n'est pas censé parler gallo, c'est l'espace de référence pour le français. Curieusement, le centre, c'est aussi l'espace de référence pour le breton. Ce qui montre que le breton a acquis un meilleur statut social que le gallo, largement. Mais les gens reconnaissent que le gallo fait partie de Rennes.



RICHARD VOLANTE

Que pensez-vous de la signalétique bilingue français-breton dans Rennes ?

La situation actuelle a des effets négatifs, à la fois pour la Ville et pour le monde bretonnant. J'entends régulièrement les propos de gens, Rennais d'adoption ou de passage à Rennes : s'ils apprennent que le gallo est la langue du territoire environnant, que c'est une langue qui a été et qui est toujours parlée à Rennes, beaucoup sont étonnés, voire choqués. Ils se sentent dupés. C'est encore plus vrai quand ce sont des gens originaires du coin. Ils ne sont pas forcément gênés par le breton, ils trouvent simplement choquant que le gallo n'apparaisse pas. C'est peut-être un peu fort comme terme, mais c'est un mensonge par omission. Le gallo étant absent, on ne dit pas la réalité telle qu'elle est, et on laisse croire la chose facile : on va en Belgique, on croit qu'on parle belge, en Suisse qu'on parle suisse. En Bretagne, qu'on parle breton. Non ce n'est pas la réalité, on parle aussi gallo en Bretagne.

Que souhaitez-vous pour le gallo à Rennes ?

Nous, ce que l'on demande à la Ville, c'est de remettre à plat toute sa politique linguistique. Réfléchir à la place du breton, du gallo et des autres langues. Et notamment par la signalétique, car cela permet de donner une légitimité à la langue, en la rendant visible.

La Ville a une véritable responsabilité vis-à-vis de sa préservation et de sa transmission, un peu comme des villes comme Lorient ou Carhaix qui ont un rôle important à jouer dans la survie du breton. Parce que ce sont des villes. Une ville, c'est un lieu de pouvoir, de richesse, de concentration d'activités économiques : c'est donc forcément un lieu de légitimation de pratique linguistique. Et si une ville comme Rennes n'introduit pas le gallo dans l'ensemble de sa politique, y compris dans sa signalétique, elle ne remplit pas pleinement son rôle.

Mais le gallo, s'écrit-il ?

Le gallo s'écrit déjà au moins depuis le 19^e siècle. Aujourd'hui, il y a des gens qui écrivent en gallo, il y a même des dictionnaires. La langue se codifie de plus en plus sur le plan orthographique, donc on ne peut pas dire qu'on ne peut pas l'écrire.

Il faudrait une signalétique bilingue ou trilingue ?

Pour moi, il faudrait une politique de bilinguisme français-gallo, comme on peut le souhaiter pour l'ensemble de la Haute-Bretagne. Après, qu'il y ait un certain niveau de trilinguisme parce qu'effectivement on est dans une ville capitale, par exemple dans la gare de Rennes, qu'il y ait une signalétique quadrilingue français-gallo-breton-anglais, pourquoi pas ? Mais le gallo, il ne peut pas être absent. Ce n'est pas possible que ça continue comme ça. Et c'est d'autant moins possible que désormais, avec la loi NOTRe, il y a une obligation juridique de protection des droits culturels. Dans cette loi, il est dit que « la responsabilité en matière culturelle est exercée conjointement par les collectivités territoriales et l'État, dans le respect des droits culturels ». Cela veut dire que les collectivités ont maintenant l'obligation de respecter les droits culturels. Elles doivent protéger, permettre la transmission. Permettre l'utilisation du gallo, c'est une obligation des collectivités en Haute-Bretagne. Et cela, c'est nouveau. ■



Regards sur Rennes et la Bretagne

RÉSUMÉ > *Ils sont chef d'entreprise, fonctionnaire, artiste, responsable d'équipement culturel... Certains vivent et travaillent à Rennes (Yann Le Meur, Dominique Le Tallec, Frank Darcel), d'autres ont quitté la ville de leur jeunesse étudiante mais y reviennent régulièrement (Martine Bleuzenn du Pontavice, Julien Cornic), d'autres encore y sont arrivés récemment sans être originaires de la région (Céline Chanas). Leur point commun : une passion forte pour la Bretagne et un lien particulier à Rennes. Sans langue de bois, ils ont accepté de partager leur appréciation de la capitale régionale. Certains déplorent un manque d'ouverture de Rennes vers l'ouest du territoire breton. D'autres, au contraire, soulignent les initiatives en faveur de l'affirmation d'une identité bretonne moderne et décomplexée dans la ville. Ils incarnent, chacun à leur manière, la diversité des regards portés sur une question toujours sensible.*

PROPOS RECUEILLIS PAR > **CHRISTINE BARBEDET,
XAVIER DEBONTRIDE et YVAN DROUMAGUET**

DOMINIQUE LE TALLEC

« Il y a encore des tabous en Bretagne »

Je regrette que la notion même de métropole soit complètement caricaturée en Bretagne, seule région française, au passage, a en avoir deux : Rennes et Brest ! La recherche du consensus, souvent saluée, a engendré un effet pervers : l'équilibre territorial devient l'égalité des territoires, et on assiste à un discours qui met en avant les villes petites et moyennes et se méfie des métropoles. De même, la notion de pays est sacro-sainte en Bretagne. Si les pays ont été fédérateurs pour organiser le territoire, ils sont devenus le meilleur moyen de résister à l'intercommunalité. La caricature a atteint son paroxysme dans l'agglomération de Rennes, avec les communautés de communes du Val d'Ille ou de Châteaugiron qui se réfugient derrière le pays de Rennes pour contrer la métropole. Mais c'est interdit d'avoir ce débat en Bretagne, c'est encore un sujet tabou. Autre paradoxe, rarement relevé : ce sont ceux qui militent pour la Bretagne à 5

DOMINIQUE LE TALLEC est administrateur territorial. Il a travaillé à la région Bretagne et à Rennes métropole notamment (actuellement en poste à l'Université Européenne de Bretagne).



RICHARD VOLANTE

départements qui s'opposent le plus à la coopération entre Rennes et Nantes ! Derrière ce débat, on sent bien que se pose la question institutionnelle du couple métropole-région. Dans le domaine de l'université, chacun sait que c'est à partir de Rennes que s'est créée l'université de Brest, puis Lorient et les antennes. C'est une preuve historique du rôle d'entraînement que peut avoir une capitale régionale. Aujourd'hui, les jeux sont plus complexes, en raison de l'exigence d'excellence sur la recherche, qui implique une coopération renforcée entre les acteurs. ■



RICHARD VOLANTE

YANN LE MEUR

« Honte à ceux qui ainsi nous méprisent »

En 1996, Edmond Hervé a créé le Comité consultatif pour l'identité bretonne, pour réfléchir puis orienter la Ville-capitale dans sa mise en valeur de la richesse culturelle de notre région. Ce CCIB fut à l'origine de Yaouank, un fest-noz urbain, de bon aloi, destiné, comme son nom l'indique, aux jeunes. En 2010, avant que le CCIB ne

disparaisse mystérieusement, j'ai rédigé un rapport d'orientation pour « une juste expression d'une identité bretonne rennaise », classé sans suite. S'y trouvaient des pistes de réflexion visant la valorisation de l'image de la capitale bretonne, auprès des Bretons, et des autres. Je préconisais entre autres « un élargissement raisonné et joyeux de la signalétique en langue bretonne », vu comme une ouverture à la si lointaine Basse-Bretagne ainsi qu'à la diversité. Dès lors qu'existe une population rennaise venant du pays bretonnant, il semble légitime d'offrir à une langue, qui se pratique encore dans ces contrées rurales, sa juste place dans notre cité. Surtout quand des noms de rue sont chargés d'histoire bretonne et de sens culturel. Mais n'exagérons pas : faire accroire, chiffres d'apprenants à l'appui, que Rennes est désormais la ville la plus bretonnante de notre région relève d'une transfiguration du réel qui tend à la créationnisme culturel. De là à donner raison aux germanopratin rennais qu'insupporte tout attachement à la transmission de notre culture régionale, il y a un fossé que je ne franchirai pas. Ils nous traitent de « Breizhoù », je me mets en mode juif, et j'entends « youpin ». Honte à ceux qui ainsi nous méprisent. ■



YANN LE MEUR spécialiste des finances locales, est aussi écrivain et sonneur.

MARTINE BLEUZEN DU PONTAVICE

« Les étudiants Bas-Bretons ont donné une identité à la ville »

Lorsque je suis arrivée de Quimper à Rennes en 1974 pour mes études, j'avais l'image d'une ville inscrite dans un pays gallo et rural. Pour la culture, on allait à Paris et on ne restait pas à Rennes. En quarante ans, j'ai vu évoluer les habitudes culinaires. Venant du Finistère, j'ai découvert la galette rennaise mangée avec de la saucisse. Je ne connaissais alors que la crêpe de blé noir. J'ai vu disparaître cette galette rennaise, épaisse et moelleuse, 100 % blé noir. Il n'y a plus que sur les marchés qu'on la mange. Ailleurs, elle est faite comme en Basse-Bretagne, c'est une crêpe salée. Autre constat : quand je viens à Rennes, je regarde les restaurants. Ce qui me peine, c'est de ne pas retrouver une enseigne qui perdure. Il y a un turnover très important. Ne sommes-nous pas en train de perdre les institutions et les traditions culinaires populaires qui forgent l'identité d'une ville, d'une région et donc d'une capitale ? Ce que je vois aujourd'hui dans



RICHARD VOLANTE

la restauration, ce sont souvent des personnes venues de Paris, qui travaillent le midi et ferment le soir et le week-end, en proposant une cuisine de type bistro. Désormais le dimanche, il devient difficile de trouver une table pour se restaurer. Ce n'est pas ce qu'on attend d'une capitale ! Enfin, je pense que nous, les Bas-Bretons, nous avons donné à la ville une identité bretonne en venant y faire nos études dans les années 70. Depuis une dizaine d'années, ce n'est plus la Basse-Bretagne qui vient à Rennes, mais Paris. ■

MARTINE BLEUZEN
DU PONTAVICE

écrivain et cuisinière, est présidente du jury du Concours de la galette de Rennes et du Concours de nouvelles gourmandes du Festival gourmand de Rennes Métropole.



RICHARD VOLANTE

JULIEN CORNIC

« Doit-on obligatoirement avoir une capitale ? »

Pour moi, Rennes représente la ville de mes études universitaires, le centre de quelques réunions régionales et l'implantation d'une grande marque nordique d'aménagement intérieur. J'y ai également quelques joyeux amis noctambules. Est-ce bien suffisant pour que je lui donne le statut de capitale ? Le problème des

débats publics est qu'on ne sort que très rarement de la cour de récréation de notre enfance. Nous continuons à nous poser les mêmes questions : Qui est le chef ? Qui est le plus fort ? Qui commande ? Le pouvoir l'emporte sur l'intérêt général. Doit-on obligatoirement avoir une capitale en Bretagne ? Le mouvement régionaliste développe des thématiques récurrentes : le rattachement de la Loire-Atlantique, plus d'autonomie aux régions, une France ou une Europe fédérale... Mais dès que nous devons passer à une organisation concrète « intra-muros », nous restons sur le vieux schéma pyramidal « une reine et des dauphines » au lieu de mettre tout le monde sur la même scène. Si nous parvenions à nous entendre sur un mode de fonctionnement différent, nous serions une des régions les plus fortes d'Europe ! Pourquoi ne pourrions-nous pas nous appliquer à nous-mêmes ce que l'on souhaiterait imposer aux autres ? Une Bretagne des pays, une Bretagne fédérale, une Bretagne multipolaire. Si nous étions capables de passer outre cette question de leadership qui empoisonne nos débats publics pour raisonner de manière collective et régionale, nous sortirions certainement grandis de la cour de récréation... ■

JULIEN CORNIC est président de Dastum Bro Dreger (archives du patrimoine oral de Bretagne), directeur de Ti ar Vro Treger-Gouel (maison de la culture bretonne en Trégor-Göëlo) et sonneur.

CÉLINE CHANAS

« Le musée, porte d'entrée de la Bretagne »

Le musée de Bretagne est un musée de société, ancré dans son temps, le début du 21^e siècle, qui se considère comme un outil de lecture et de questionnement d'un territoire, de sa culture et de son patrimoine. Par sa vocation anthropologique, il place la dimension humaine au centre de son approche. C'est à la fois un équipement métropolitain et un musée qui se définit dans un rayonnement plus large. Il est situé au cœur des Champs libres, ce qui paradoxalement, le rend peut-être spontanément moins visible que s'il occupait un lieu historique. Certains touristes nous cherchent parfois au château des Ducs de Bretagne, à Nantes ! Pour affirmer le rayonnement du musée, nous souhaitons développer le travail en réseau, avec d'autres acteurs culturels, régionaux ou nationaux. La question de la langue bretonne est bien présente au musée : l'un de nos médiateurs culturels assure des visites et des animations bilingues. Notre signa-

CÉLINE CHANAS est conservatrice du patrimoine, directrice du Musée de Bretagne.



RICHARD VOLANTE

létique est trilingue, en français, anglais et breton. Nous proposons aussi des visites en gallo et une animation « Le breton pour les nuls ! ». Notre nouveau projet culturel et scientifique prévoit explicitement que le musée soit perçu comme la « porte d'entrée de la Bretagne ». Il vise aussi le développement d'une offre envers les publics touristiques. Mais c'est vrai que la traduction littérale de notre nom en breton, Mirdi Breizh, suscite parfois des commentaires amusés ! La traduction par Google nous amène, elle, une vraie notoriété : le musée de Bretagne devient alors le British museum ! ■



RICHARD VOLANTE

FRANK DARCEL

« Tout est fait pour réduire les identités régionales »

Depuis deux siècles au moins, tout a été fait en France, au travers de l'éducation nationale, des médias..., pour que les identités dites régionales disparaissent petit à petit. Et que les villes comme Rennes soient de bonnes villes de province, pas des frondeuses... C'est pourquoi personne, dans le champ politique habituel, n'a

très envie que Rennes devienne davantage bretonne. Qu'elle renoue un tant soit peu avec son histoire. Et si l'idée bretonne pouvait disparaître de Rennes, beaucoup en seraient ravis finalement. Poser cette question sur l'identité bretonne de Rennes laisse à penser que certaines imaginent que la ville pourrait ne plus être bretonne un jour. La France actuelle existe par la destruction des identités particulières, bretonne, alsacienne, basque etc.

Et pour que la France existe durablement, au regard de ce qui se passe actuellement en Écosse ou en Catalogne, certains imaginent qu'il faut continuer de faire disparaître la Bretagne. Le refus de la réunification avec Nantes et la Loire-Atlantique s'inscrit également dans ce processus de disparition progressive. On retrouve cette volonté de négation de l'identité et de l'histoire bretonne dans le projet d'une grande région à l'ouest de la France.

La crainte de cette diversité démontre que la France a un problème d'identité. Pour le résoudre, il faut admettre qu'il existe non pas un peuple français mais des peuples de France. C'est très difficile parce qu'il y a une confusion terrible en France entre État, nation, et république. ■

FRANK DARCEL est musicien et secrétaire général du mouvement Breizh Europa.

Le Stade Rennais, phare à éclipse du football breton

RÉSUMÉ > *Alors que le stade la route de Lorient vient de se rebaptiser du nom de Roazhon Park pour mieux revendiquer ses racines bretonnes, quels liens le Stade Rennais entretient-il avec la région ? Jusque dans les années 70, il fut le club phare du football breton. Mais selon Hervé Martin, ce phare est désormais à éclipse. Observateur critique des dérives du foot business, il revient ici sur cette longue histoire et décrypte les causes d'un désamour progressif entre la Bretagne et les Rouge et Noir. Avant une nouvelle reconquête des supporters armoricains ?*



ANALYSE > **HERVÉ MARTIN**

Un dimanche d'hiver ordinaire dans le Léon des années 50-60, plus précisément à Lesneven : en fin d'après-midi, les promeneurs rentrent de la campagne, les chasseurs reviennent avec leurs gibecières plus ou moins garnies, les bistrotts se remplissent et une question fuse : « Combien a fait Rennes ? » Il y a toujours quelqu'un qui a écouté Georges Briquet sur Paris-Inter, entre 15 heures et 17 heures, et qui se trouve en mesure de répondre. On entend, suivant les cas : « Battu 3 à 1 par Lille », auquel cas les visages se ferment, ou bien : « Gagné 2 à 1 contre Angers », ce qui suscite de larges sourires, voire : « 1 à 1 contre Valenciennes », information suivie de moues dubitatives et de remarques du genre : « C'est pas avec ça qu'ils vont se retrouver en tête du championnat ! »

Ce fameux « combien a fait Rennes ? », pendant exact du non moins fameux « qui a gagné l'étape du Tour ? » en juillet, je l'ai entendu maintes et maintes fois dans mon enfance et dans ma jeunesse dans la bouche de commerçants, d'artisans, d'ouvriers, de notaires, de dentistes et de gratte-papier, sans oublier de dignes ecclé-

HERVÉ MARTIN, historien, a suivi depuis sa jeunesse l'évolution du football breton et français. Il a publié en 2014, aux éditions Éditivre, un roman intitulé *Requiem pour le foot* où il met en parallèle les destins, fictifs mais vraisemblables, de deux footballeurs bretons, l'un dans les années 50, l'autre dans les années 2000.



BELJAVIN MELTZ

siastiques désireux de se distraire après avoir achevé leurs tâches pastorales. Par contre, je n'ai jamais entendu dire : « Combien a fait Nantes ? » À l'époque, les canaris, que personne ne nommait ainsi, se traînaient en deuxième division. Quant aux footballeurs de Brest, la grande ville toute proche : ceux du Stade Brestois évoluaient en division d'honneur, seulement un échelon au-dessus du Stade Lesnevien ; ceux de l'Association Sportive Brestoïse, l'ASB, qui jouaient en CFA, étaient réputés pour la qualité de leur jeu et suscitaient l'estime générale. On guettait leur résultat dans le journal du lendemain.

Dans le Finistère-Nord, le Stade Rennais était, sans conteste le club de référence, pour plusieurs raisons. À l'époque, le recrutement régional était majoritaire. Rennes, seule équipe bretonne de première division, attirait les meilleurs joueurs de Bretagne et du Grand Ouest, le Saint-politain Combot, le Lesnevien Le Gall, les Malouins Grumelon et Loncle, sans oublier Prouff, Cuissard, Prigent, Floch et tutti quanti. Ces joueurs emblématiques, fortement typés, sympathiques de surcroît, formaient l'armature du club. Ils y restaient plusieurs

années et n'hésitaient pas à mouiller leur maillot pour la bonne cause, suscitant chez les sportifs en chambre une sympathie comparable à celle dont bénéficiaient les coureurs cyclistes bretons, les Robic, Goasmat, Bobet, Mallaëjac, etc. C'était au temps où l'équipe de l'Ouest pouvait tenir la dragée haute à l'équipe de France. On ne courait pas encore pour Mercier ou pour Gitane, et encore moins pour Carrefour ou pour Toyota ! On ne jouait pas non plus pour tel ou tel tycoon, ou pour un fonds d'investissement, mais pour sa ville, pour ses couleurs.

Savant dosage

Les recruteurs rennais pratiquaient un savant dosage entre les régionaux, majoritaires, et les autres, les Français de l'intérieur, les Yougoslaves, les Espagnols, les Polonais, les Africains. Au début des années 60, le Polonais Théo a enchanté le public par sa virtuosité technique, et le trio Loncle-Rodighiero-Takac, un Malouin associé à un Parisien et à un Yougoslave, a réalisé des prodiges. Quand ces trois-là montaient à l'attaque, c'était une vague déferlante qui balayait tout sur son passage. Environ dix ans plus tard,

Le public rennais au Stade de France le 3 mai 2013.



le Cornouaillais Raymond Kéruzoré faisait vibrer les tribunes quand il partait à l'assaut crinière au vent, et l'Ivoirien Laurent Pokou les faisait chavirer en marquant des buts d'anthologie. Toujours l'équilibre entre l'ancrage régional et les indispensables apports extérieurs, entre le panache breton et la virtuosité africaine.

Dans les années 50 et au début des années 60, le 4-2-4 inventé par les Brésiliens n'avait pas encore étouffé les habitudes offensives inculquées par le bon vieux WM¹ : on continuait à jouer avec cinq attaquants, un avant-centre, deux inters et deux ailiers. Le souci principal des entraîneurs n'était pas de ne pas encaisser de but mais d'en marquer plus que l'adversaire. Saine philosophie ! Il y avait des permutations entre les attaquants en cours de partie, mais peu de clubs se risquaient à imiter le fameux tourbillon rémois. Les footballeurs champenois étaient nettement au-dessus du lot, mais Rennes faisait partie de ces bonnes équipes agréables à regarder, en un temps où le fossé était bien plus prononcé que de nos jours entre les professionnels et les amateurs. On ne s'ennuyait pas au stade de la route de Lorient : les déboulés de Prigent, les débordements de Loulou Floch et les envolées de Raymond Kéruzoré restent gravés dans les mémoires des supporters.

Prestige de la capitale

À toutes ces raisons proprement footballistiques, il faut sans doute en ajouter d'autres. En tant que capitale de la Bretagne, Rennes jouissait d'un grand prestige. Elle avait complètement éclipsé Nantes dans ce rôle, comme si les Bretons avaient refoulé des pans entiers de leur histoire et ne se souvenaient plus de la glorieuse époque des ducs. C'est seulement bien plus tard que j'ai entendu des Finistériens dire que Rennes, ville française, n'avait rien de breton. C'était aussi le siège de l'Académie, où on venait du Finistère passer certains examens, et le siège d'une université renommée. C'est à Rennes que la très grande majorité des Bas-Bretons venaient faire leurs études de médecine, de droit, de lettres ou de sciences. Le personnage de l'étudiant footballeur, stagiaire pro ou professionnel confirmé, n'était d'ailleurs pas inconnu, voir les cas de Le Gall, Kéruzoré et autres. Ces jeunes joueurs étaient eux-mêmes encouragés par les étudiants, en particulier par les sciençards, très nombreux dans les tribunes à l'époque, et aussi très critiques à l'occasion. Rien à voir avec les supporters inconditionnels des années 2000.

¹ Le WM désigne le système de jeu des années 1930-1950 : un gardien de but, deux arrières latéraux, un arrière central et deux demis; cinq attaquants : un avant-centre, deux inters et deux ailiers.

Le public rennais jugeait sur pièces et ne se privait pas d'accabler certains joueurs de son ironie.

Le savoir, ou tout au moins les grades universitaires, s'acquerraient à Rennes, où l'on venait aussi faire des affaires. La foire-exposition jouissait d'une grande renommée. Les bons bourgeois qui la fréquentaient s'intéressaient aussi aux résultats du Stade Rennais. Cette affirmation peut surprendre de nos jours, où le football est devenu plus populaire. Il ne faudrait pas oublier pour autant qu'il a été introduit en France par des lycéens et des étudiants de bonne famille, à l'affût de la dernière mode anglaise. Sans être le sport favori de l'élite sociale, le football n'en retenait pas moins l'attention d'une partie de la bourgeoisie bretonne, pour laquelle la réputation de Rennes reposait sur une triade : l'université, la foire et le Stade Rennais, sans que ce dernier fût affecté de quelque mission publicitaire. La réputation intellectuelle, l'attrait commercial et la gloire sportive constituaient les attributs normaux d'une capitale régionale. Nul n'eût songé à mettre le foot au service de la foire, ou l'inverse. À l'époque, les marchands n'avaient pas investi le temple du sport. Les panneaux publicitaires qui entouraient le terrain n'avaient qu'un rôle marginal.

Les raisons du déclin

Le stade rennais a désormais perdu une partie de son aura, pour toute une série de raisons. Dans les années 70 et 80, le FC Nantes a largement compensé son retard initial et s'est doté d'un magnifique palmarès. Ses huit titres de champion de France de première division ont éclipsé les deux victoires rennaises de 1965 et 1971 en finale de la Coupe de France. Qui plus est, Rennes s'est vu concurrencé, en Bretagne même, par des clubs plus talentueux (Brest au temps de Ginola, Lorient par intermittence) ou plus vaillants. En matière de combativité, de courage et d'esprit offensif, En Avant Guingamp, Waraoch Guingamp, écrase le Stade Rennais, dont la frilosité lors des finales de la Coupe de 2009 et de 2013 a mécontenté le public. Bien des Finistériens férus de football se sentent désormais plus Guingampais que Rennais.

Dans la capitale de la Bretagne, le recrutement régional n'est plus qu'un souvenir : en 2014-2015, un seul joueur, Romain Danzé, était Breton. C'est le Breton alibi de l'équipe, le dernier des Mohicans, que l'on garde pour ne pas déchaîner l'ire du Kop des supporters. En cet automne, il commence la saison sur le banc des remplaçants.



MUSÉE DE BRETAGNE

Finale de la Coupe de France en 1971 au stade de Colombes, opposant le Stade Rennais et l'Olympique Lyonnais.

Pire, on a laissé partir les gars du pays, Didot vers Toulouse, Lemoine et Pajot vers Saint-Étienne. En guise de compensation dérisoire, on prétend « costumiser », entendons « régionaliser » le stade de la route de Lorient, en l'affublant de l'appellation surprenante de Roazhon Park. Il eût été plus judicieux de l'appeler « Stade Marcel Loncle » ou « Stade Bertrand du Guesclin », en hommage au vaillant capitaine breton. Reste le retour désormais officiel de Yohann Gourcuff, destiné lui aussi à satisfaire les fans des Ruz ha Du, les Rouges et Noirs. À nos yeux, ce come-back représente un pari risqué, pour le joueur et pour le club.

Autre décision lourde de conséquences : dorénavant, les jeunes issus du centre de formation n'ont plus aucun avenir sur place. Au mieux, ils sont prêts à des clubs de Ligue 2 ; au pire, ils croupissent en CFA. Cela signifie que les dirigeants ne veulent plus prendre le moindre risque, y compris celui de voir éclore de nouveaux talents. Ils ont choisi de recruter sur une base planétaire des joueurs de toutes nationalités. À se fonder sur le quotidien *Ouest-France* du 1^{er} septembre 2015, l'effectif du SRFC

est actuellement de 28 joueurs ; le mercato estival s'est traduit par 14 arrivées et 16 départs, soit 30 mouvements de joueurs. Conclusion : le club est en train de devenir un hub, une plate-forme d'échange de joueurs. Ce n'est pas encore Monaco (33 départs et 22 arrivées cet été), mais on y vient. Le Rocher, qui a vu briller Jérôme Rothen et Ludovic Giuly, est devenu, selon le journaliste sportif Pierre-Yves Ansquer « un lieu de transit, de répartition et de business » qui « a éparpillé des joueurs dans neuf pays ». Rennes a recruté dans cinq pays différents, France comprise, et a saupoudré dans six autres pays des mercenaires dont l'entraîneur ne savait plus que faire. Toute comparaison avec le bon roi Charles V, désireux de se débarrasser des Grandes Compagnies avec l'aide de du Guesclin, serait évidemment mal venue. Au vu de tous ces mouvements, on pourrait proposer de rebaptiser le SRFC « Breizh Airport Football Club ». Arrivées et départs fréquents de joueurs dans toutes les directions, les uns pour obtenir du temps de jeu, les autres pour tenter de relancer leur carrière, quelques-uns pour honorer des sélections en équipe nationale. ■



Quand Rennes demande l'asile aux Pays de la Loire

RÉSUMÉ > *Se glisser dans la peau d'un Rennais, mobiliser la géographie et l'histoire et y injecter une dose de mauvaise foi : Alain Croix, qui a pratiqué Rennes avant de s'installer à Nantes, s'est prêté au jeu. Voici donc un vibrant plaidoyer pour le rattachement de la capitale bretonne aux Pays de la Loire. Lecture au deuxième degré vivement recommandée !*



BILLET > **ALAIN CROIX**

ALAIN CROIX est historien, vit à Nantes et a longtemps enseigné à l'université Rennes 2. Il a notamment codirigé les *Dictionnaire du patrimoine rennais* (Apogée, 2004) et *Dictionnaire de Nantes* (Presses universitaires de Rennes, 2013). Il est membre du comité de rédaction de *Place publique Nantes*.

Rennais de longue date, je lis avec intérêt les nombreux articles de presse rendant compte de manifestations, ouvrages, tribunes plaçant pour le rattachement de Nantes à la Bretagne. Avec consternation aussi, car ces contributions ne prennent jamais en compte notre avis à nous, les Rennais : à une partie d'entre nous au moins. Car ce que nous voulons, nous, c'est bien un rattachement, mais pas le même : nous voulons quitter cette artificielle Bretagne et être, enfin, unis à nos frères de culture, les Nantais, les Mayennais, les Angevins et jusqu'aux Sarthois, tous ces habitants d'un massif armoricain qui, on

l'oublie bien trop, s'étend aussi vers l'est de notre ville. Et, bien entendu, adopter Nantes comme capitale : c'est aujourd'hui une évidence, même à Rennes !

Nous en avons assez d'être assimilés à la Basse-Bretagne, à ses coiffes – que nos compagnes ne portent plus depuis un bon siècle ! –, à ses polluants producteurs de lisier, à sa langue que nous n'avons jamais parlée, et j'en passe.

D'ailleurs, c'est réciproque : ce n'est pas pour rien que nous sommes surnommés les « Sots Bretons », fin jeu de mots autour du terme de « Hauts Bretons » que personne, d'ailleurs, n'utilise. Comme l'écrivait voici plus de quarante ans un chantre de la Basse-Bretagne, Yves Le Gallo, « il y a deux Bretagnes, la bretonne et l'armoricaine, qui ont longtemps vécu le dos tourné l'une à l'autre ». Et au cas où nous douterions quant à la vraie, la « Bretagne bretonne » (!!!), il suffit de consulter le grand ouvrage de synthèse du même historien, *Bretagne*, publié chez Arthaud en 1973 : la Basse-Bretagne, la vraie, a droit à 220 pages, en sept chapitres, et nous autres, pauvres Rennais et Nantais, à une sorte d'épilogue et chapitre unique en 58 pages qui n'oublie pas de rappeler ce qu'on disait en Basse-Bretagne : « *Mont da Naoned da c'hortoz boud daonet* » (« Aller à Nantes en attendant d'être damné »), qui pourrait aussi se lire *Mont da Roazhon...*



Nous en avons également assez d'être considérés par les Bas-Bretons comme le suppôt de Paris : l'incendie du Parlement, en 1994, nous reste évidemment en travers de la gorge. Plus profondément sans doute, nous sommes de plus en plus éloignés d'une Basse-Bretagne qui est devenue un boulet : en perte démographique, en perte économique, en perte culturelle avec le recul, hélas, de la langue bretonne.

Et l'histoire, évidemment, nous a faits bien plus proches des Nantais et des Ligériens que des Bas-Bretons ! Oui certes, jusqu'à la libération de 1790, nous faisons partie d'une principauté féodale héritée des hasards des conquêtes territoriales du Moyen Âge, conquêtes qui, si elles avaient « tenu », nous auraient d'ailleurs unis aux actuels Mayennais voire Manceaux. La création des départements a mis fin à cette fiction héritée d'un passé lointain et a jeté les bases de choix d'unions faits en toute liberté et en fonction des aspirations de la population. Le moment est peut-être venu de les concrétiser, et je ne saurais suffisamment rendre grâce à notre ancien président bas-breton, Jean-Yves Le Drian, qui a pesé de tout son poids pour empêcher que la Basse-Bretagne ne vienne compromettre l'avenir commun qui attend les Nantais et nous.

Jean-Yves Le Drian, qui a reçu une formation d'historien, sait très bien qu'une frontière culturelle sépare sa Basse-Bretagne des pays de Rennes et de Nantes. Il en est resté, très longtemps, notre habitude d'enterrer nos morts au cimetière, quand les Bas-Bretons les ensevelissaient dans leurs églises, ce qui explique

qu'on puisse voir aujourd'hui encore autant d'ossuaires dans cette Basse-Bretagne. De même avons-nous été contraints pendant des siècles, si nous voulions éviter des taxes trop lourdes, de boire du « vin breton » (produit dans la presqu'île de Rhuys pour l'essentiel), que les ducs, au temps de la féodalité, distinguaient soigneusement du « vin nantais », évidemment supérieur et, franchement, nous préférons ce vin... plus méridional. Et nous parlons, faut-il le dire, la même langue que les habitants du Pays nantais, historiquement le gallo, puis tout naturellement le français.

Mais notre parenté avec les Nantais s'est considérablement renforcée au cours des dernières décennies. Et cela de manière aussi incontestable qu'essentielle. Nous sommes les seuls bassins qui connaissent aujourd'hui une croissance démographique notable. Nous sommes les deux zones les plus jeunes de tout l'Ouest, sur le plan démographique. Celles qui comptent le plus de diplômés. Logiquement, celles dont les habitants ont les revenus les plus élevés, en moyenne, et les revenus qui augmentent le plus. Celles encore qui ont l'espérance de vie la plus élevée. Celles qui ont la meilleure dynamique de l'emploi. Celles dont la part de population en résidence permanente est la plus élevée. Celles aussi – et là, nous touchons à la culture héritée – qui sont les plus proches et les plus actives dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

Dans la vie quotidienne, les parentés sont tout aussi fortes. Rennais et Nantais, mais aussi Vendéens, Angevins et Manceaux, lisent une presse locale qui appar-





RICHARD VOLANTE

tient au même groupe Ouest-France : *Ouest-France* évidemment, *Presse-Océan*, *Le Courrier de l'Ouest* et *Le Maine libre*, quand les Bas-Bretons lisent, surtout, *Le Télégramme*. Nos équipes de football animent des derbys qui ne suscitent pas du tout le même engouement quand l'adversaire est Lorient.

Nous sommes deux villes sœurs, toutes deux installées sur des confluents. Nous avons fait, de manière pionnière, les mêmes choix innovants en matière de transports en commun, tramway à Nantes, métro à Rennes. Et la parenté en ce domaine ne date pas d'aujourd'hui puisque les deux villes ont écarté leur cours d'eau du centre-ville, Rennes en couvrant, Nantes en comblant...

Nous avons la même passion pour le livre : quasiment toute l'édition du grand Ouest est rennaise et nantaise. Nous avons même une passion commune pour le beurre, celui de La Prévalaye à Rennes, le beurre blanc à Nantes. Nous avons, aussi, des projets communs, par exemple le développement à Notre-Dame des Landes d'un aéroport performant sur le plan

économique, écologique et social. Et notre rapprochement permettra d'accélérer la création d'une liaison ferroviaire directe et rapide.

Certes, le rapprochement posera le problème de la capitale, mais nous avons l'expérience de cela aussi ! Être capitale ne signifie pas accaparer toutes les fonctions : pendant très longtemps, Nantes a été la capitale économique, Rennes la capitale administrative et celle du savoir. Nous savons donc être complémentaires et, soit dit entre nous, voilà bien longtemps que nous captons les étudiants venus de la Mayenne, aux dépens de leur capitale administrative actuelle !

Nantes sera donc la capitale de cet Ouest francophone et dynamique, mais nous y jouerons un rôle essentiel, au même titre que quelques autres grandes villes. Complémentarité, proximité culturelle et économique, héritage : oui, l'histoire, la géographie et l'intérêt des populations ne peuvent pas être plus longtemps méprisés. Vive le rattachement de Rennes et de l'Ille-et-Vilaine à la région francophone de l'Ouest armoricain ! ■

Le « Rennes bashing » des Bas-Bretons

RÉSUMÉ > *Rennes la mal-aimée ! On aime et on a toujours aimé, particulièrement en Basse-Bretagne, vilipender la capitale régionale. Trop étrangère, trop bourgeoise, trop parisienne, trop dominatrice. Bref, pas bretonne ou pas assez bretonne. Pour refermer ce dossier, avec humour, voici un petit florilège des fulminations anti-Rennes.*



SÉLECTION > **GEORGES GUITTON**

EMMERDEUSE > « Pour les Bretons, c'est plutôt Nantes la capitale que Rennes. Nantes, c'était la ville de l'industrie, du commerce, de l'aventure portuaire. Rennes c'est la ville des emmerdeurs ! L'Université, les juristes... »

Jean-Jacques Goasdoué, cité par **Ronan Le Coadic** dans *L'Identité bretonne* (Éditions Terre de Brume/PUR, 1998).

ASSOUPIE > Rennes, « cette grosse bourgade, assoupiée dans le ravissement de son jardin public et de son Parlement ». Rennes qui n'est « qu'une gare sur le chemin de l'exil » vers Paris ou Le Havre. »

Maurice Lucas, dans *Ouest-France* du 22 décembre 2014, à l'occasion de la sortie de son livre *La Cornouaille politique 1870-1914, étude sur le berceau de la Bretagne républicaine*, éditions Les Indes Savantes.

PARISIENNE > « J'estime (...) que, de Dinard au golfe du Morbihan en passant par Rennes, la Bretagne a été colonisée par les Parisiens. Pour moi, Rennes n'est plus une ville bretonne. Je ne la perçois pas comme le centre de la Bretagne. »

Christian Gourcuff dans *Ouest-France* du 19 janvier 2013.

SNOB > « Ville à fuir, les Rennais sont très désagréables, menteurs, vantards, ville snobe par sa popularité de ville bourgeoise heu faux bourgeois. Beaucoup de punks, clochards, et de fous. Pour les étudiants c'est top car la plupart viennent du nord forcément c'est le top pour eux. Trou à rats. En gros une ville à ne jamais y vivre.

Je suis à Rennes depuis 4 mois les Rennais vous dévisagent. Je quitte au mois de mai et je n'y mettrais plus un pied. Les murs gris, plein de zup. »

Post signé « Marina » sur le site ville-ideale.com
www.ville-ideale.com/rennes, 31 août 2015.

SUFFISANTE > « Je ne plaide pas pour un retour aux temps que j'ai bien connus des bougies et des lampes à pétrole et des cuisinières à charbon ! Je plaide pour que la ville moderne n'écrase pas de sa suffisance une certaine Bretagne qui, sans refuser le modernisme s'acharne à se souvenir de ses racines. »

René Cloître, dans la rubrique « Le Rennes des écrivains », *Place Publique* n° 27 janvier-février 2014.

POLICIÈRE > « Rennes n'est pas vraiment le cœur de la Bretagne parce qu'en 1793, Rennes était le quartier général de l'armée républicaine de la Révolution française » qui combattait les contre-révolutionnaires. « Et depuis, elle [la ville] est devenue et restée un tribunal, le chien policier qui surveille ces repaires de chiens sauvages. »

Jack Kerouac, *Satori à Paris*, 1967.

INCOLORE > « Rennes, ville du rectorat et de la seule université bretonne d'alors, n'avait pour moi d'autre réalité que celle d'une sorte de métropole où l'on allait passer des oraux d'examen, ce que j'avais fait, et d'où l'on revenait en hâte par le premier train. [...] Le nom de Rennes n'exerçait sur moi aucune attraction. Il m'agaçait même un peu comme une faible et incolore transposition de son correspondant breton, Roazhon. »

Pierre Jakez Hélias, *Le quêteur de mémoire*, Plon, coll. Terre Humaine, 1990.

USURPATRICE > « Sachant que l'En Avant Guingamp a explosé le Stade Rennais samedi soir. Nous ne voulons plus que cette ville avec une équipe si pauvre qualitativement parlant reste le représentant officiel de la Bretagne, Guingamp mérite désormais ce titre. »

Déclaration de Noël Le Graët, président de la Fédération française de football, au lendemain du match Rennes-Guingamp en mai 2014.